



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2023-5-1/2023-5-15]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Lundi 1^{er} mai.

Fête du travail : « Les conditions de travail et de vie des travailleurs congolais laissent à désirer », note Guy Kuku. Le coordonnateur de l'Intersyndicale nationale du Congo, s'exprimait ainsi à l'occasion de la fête du travail, « les conditions de vie et de travail au Congo sont lamentables. Je pense que nous sommes arrivés à un moment où il faut un sursaut d'orgueil. Personne n'est fier d'être travailleur au Congo tant les conditions de travail, la situation sociale et le niveau de salaire est trop bas ». Il a également regretté la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs congolais à la suite de la chute de la valeur du Salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG), parti de 5 à 2 USD et demi. « Il n'y a aucune fierté à aimer le travail au Congo... de nombreux travailleurs sont encore esclaves parce qu'ils ne sont soumis à aucun contrat de travail et ils ne sont pas pris en compte par rapport à la sécurité sociale ». Il a invité les travailleurs congolais à passer cette journée dans la méditation à cause de l'agression dont la RDC est victime de la part du Rwanda. Toutefois, il demande au gouvernement à s'investir pour le bien-être des travailleurs congolais. Au cours du conseil des ministres du vendredi dernier, le Premier ministre a rappelé l'obligation de son gouvernement de lutter contre la précarité et la discrimination des couches vulnérables. Il entend stimuler la création des emplois. Cette journée est commémorée sous le thème : « La promotion du travail décent dans un monde en perpétuelle mutation ».

Matadi : le maire plaide pour la réhabilitation de la voie ferrée Kinshasa-Matadi. Matadi fait face depuis quelques années à des grands embouteillages à cause des transports en commun et des véhicules remorques entre le port et la capitale, Kinshasa. Pour le maire de cette ville, ce problème difficile à résoudre, n'a qu'une seule solution définitive : « c'est la réhabilitation de la voie ferrée ». Il indique, qu'en plus de remédier aux embouteillages, cette réhabilitation va offrir l'avantage de préserver la RN1 de la dégradation rapide que cause l'afflux des camions remorque.

RDC : « la nouvelle loi sur la presse marque le premier pas de la marche vers la salubrité médiatique » (Patrick Muyaya). Le monde célèbre en cette année 2023, le 30^e anniversaire de l'institution par les nations unies de la journée mondiale de la liberté de la presse. Le thème retenu pour cette année est : " La liberté de presse comme moteur de tous les autres droits de l'homme." En RDC, cette célébration coïncide avec la promulgation par le chef de l'Etat en mars dernier de la nouvelle loi sur la presse. Cette loi régule notamment les conditions d'accès au métier de journaliste et consacre la responsabilité pénale, civile et professionnelle des journalistes et autres professionnels des médias.

Mbuji-Mayi : le litre d'essence passe de 5000 à 6500 FC chez les « Kadhafi ». Cette hausse du prix de carburant a entraîné celle des transports en commun. D'après le président de l'Association des importateurs des produits pétroliers du Kasai-Oriental, le mauvais état des routes nationales et le manque des locomotives ainsi que des wagons à la Société nationale des chemins de fer du Congo, ne permettant pas un approvisionnement adéquat de la ville, ont provoqué cette surenchère. Il rassure toutefois la population que la situation va s'améliorer dans quelques semaines avec la saison sèche, car les routes seront un peu plus praticables.

Kindu : le gouverneur rassure la population sur le mouvement des militaires dans la ville. D'après lui, il s'agit tout simplement des nouvelles recrues de l'armée qui viennent dans cette ville pour poursuivre leur formation, après leur instruction à Kamina (Haut-Lomami) et Kitona (Kongo-Central). Il a fait cette mise au point pour couper court aux supputations circulant dans la ville, alléguant notamment que ces personnes qui débarquaient à l'aéroport depuis dimanche étaient des combattants du M23.

Bukavu : signature d'un accord de partenariat commercial entre la RDC et la Tanzanie. Selon le président de la Fédération des entreprises du Congo (FEC) au Sud-Kivu, à travers cette signature, les opérateurs économiques de la province du Sud-Kivu et ceux de la province de Kagera (Tanzanie) raffermissent les liens de coopération et d'échanges commerciaux. Il y voit une opportunité d'affaires entre la RDC et la Tanzanie. La signature de cet accord s'est déroulée en présence des ambassadeurs plénipotentiaires Tanzaniens.

Tshopo : les femmes n'occupent pas de postes de commandement dans les partis politiques. « Les femmes, dans la province de Tshopo, sont victimes de discrimination dans leurs partis politiques où les postes de commandement ne sont réservés qu'aux hommes », selon une enquête réalisée en avril dernier par l'ONG Congo en images. Plus de huit cents personnes dont six cents femmes issues de plus de vingt partis politiques ont participé à cette enquête. Pour le coordonnateur de l'ONG Congo en images, il faut réfléchir pour arriver à mettre fin à cette discrimination des femmes et leur faible représentativité aux postes décisionnels dans les partis politiques. Cette enquête s'inscrit dans le cadre du projet du Centre Carter, baptisé « Voix et leadership des femmes », appuyé par Affaires mondiales Canada.

Mgr José-Bernard Likolo prêche l'unité à la population de la Mongala, lors du Forum provincial de l'unité intergénérationnelle à Lisala, chef-lieu de cette province. « Que les diversités qui se trouvent dans notre province soient des richesses pour nous aider à construire l'unité », a souligné l'évêque du diocèse de Lisala. Pour lui, cette unité se caractérise par un partage équitable des ressources. Les participants à cette rencontre ont échangé sur plusieurs thématiques dont l'unité-communion, le vivre ensemble, le leader et le développement, la problématique du conflit de génération. Ces discussions ont eu lieu en présence du vice-gouverneur et d'autres autorités politico-administrative de la Mongala.

Masisi : des hommes armés assimilés au M23 tuent un homme à Kitshanga, et blessé sa femme ainsi que ses deux enfants, 30 avril. Certaines sources attribuent cette attaque aux miliciens formés et armés par les rebelles du M23, alors que d'autres accusent les rebelles du M23 encore présents dans la cité de Kitshanga mais habillés en civils. Certains habitants ayant regagné la cité de Kitshanga après l'arrivée des troupes burundaises ont rebroussé chemin vers Goma. Nos sources déplorent des tirs au quotidien la nuit dans cette cité contrôlée depuis plus de deux semaines par le contingent burundais de la force régionale qui observe passivement la situation.

Mardi 2 mai.

Beni : l'ONG « Lisanga pona Congo ya Sika » déplore médiocrité de salaires des travailleurs du secteur privé. Dans la région de Beni-Butembo, a révélé le chargé de mobilisation au sein de cet ONG, de nombreux travailleurs du secteur privé gagnent moins de 50 USD par mois, sans le moindre avantage. Il estime que ces salaires ne permettent pas aux salariés de nouer les deux bouts du mois. Il a regretté que les services censés passer pour se rassurer de bonnes conditions des employés, ne font rien. Il estime que la population pouvait profiter de cette journée pour exprimer son ras-le-bol à la suite du chômage : « Cette journée devrait plutôt être celle de revendication de l'amélioration des conditions de travail pour ceux qui en ont, et de dénonciation du chômage, qui caractérise le peuple congolais de ce coin ».

La ministre de la Justice promet des sanctions aux magistrats véreux, qui s'illustrent notamment dans les actes de corruption, concussion et autres pratiques qui avilissent l'image de la justice congolaise. Elle a appelé la population à dénoncer tout cas avéré de corruption dans toutes les juridictions civiles et militaires auprès de la chambre de discipline des magistrats en province. Elle a poursuivi en réaffirmant sa détermination à continuer le combat contre la corruption au sein de la magistrature : « Pour ce qui est de la corruption, on se bat pour que ces

maux puissent sortir de la magistrature, pour que cette justice puisse vraiment attirer la population. Mais le mal est profond ». Elle a proféré ces mots lors de l'inauguration du nouveau bâtiment du palais de justice de Goma.

Walikale : les notables locaux appellent la Sakima à mettre en valeur ses titres miniers. « C'est depuis plus de 50 ans que la Société aurifère du Kivu et du Maniema (Sakima) est détentrice d'autant de titres miniers dans le territoire de Walikale. Ces titres couvrent des milliers d'hectares de terre. Cependant, ces concessions n'ont jamais été mises en valeur par la Sakima. Elles ne servent à rien. Et la Sakima empêche que d'autres investisseurs viennent, exploitent ces concessions, donnent du profit à la communauté, contribuent au développement local ». Ces notables sollicitent l'organisation d'un cadre d'échanges pour évaluer et mettre au clair cette situation. Ce dialogue permettra également de décider de l'avenir de ces concessions, espère Prince Kihangi Kiamwami.

La route Goma-Masisi coupée depuis environ 5 jours, par un éboulement à environ 40 km de Goma près de Mushaki. Les axes Rutshuru et Kitshanga étant encore vidés des leurs habitants, une des principales voies d'approvisionnement de la ville de Goma en produits vivriers reste l'axe Sake-Mushaki-Masisi centre, coupé aussi depuis vendredi. Cette catastrophe affecte aussi les opérations, notamment du contingent burundais de la force régionale de l'EAC déployé à Mushaki. Les travaux de réhabilitation promis par l'autorité provinciale seront exécutés par la société Premidis.

Examen d'État/Epreuves hors session : arrivée des malles de questionnaires à Kindu. « La province éducationnelle de Maniema 1 est fin prête pour les épreuves qui démarrent le jeudi 8 mai. Les macarons sont déjà là et nous sommes en train de déployer les superviseurs qui partent dans les centres lointains ».

Tshopo : l'intersyndical de la Fonction publique demande au gouvernement d'améliorer le social des travailleurs. Concrètement, l'intersyndical demande la régularisation et la paie régulière des salaires. Selon la même source, les conséquences du non-paiement des salaires sont multiples : la baisse du rendement au niveau des entreprises, le non-encadrement des enfants à l'école et au niveau de la famille les parents n'arrivent pas à répondre aux besoins de la famille qui n'arrive pas à nouer les deux bouts du mois. Il a aussi interpellé les travailleurs afin que chacun prenne le travail au sérieux.

Bukavu : la FEC dénonce le blocage au Rwanda des camions immatriculés en RDC. La Fédération des entreprises du Congo (FEC) Sud-Kivu relate cette situation : « Depuis une semaine, nous avons une dizaine de camions avec marchandises à l'intérieur qui sont bloqués au niveau du Rwanda. Tout simplement parce que ces camions sont immatriculés en RDC. Et pour le Rwanda, il n'est pas question pour les camions de la RDC de chercher le passage au Rwanda pour le transport des marchandises venant de l'extérieur ou même du Rwanda. Le Rwanda demande que tous les camions passant par chez lui avec des marchandises portent exclusivement l'immatriculation rwandaise. Il faut que le transport des marchandises en direction de la RDC soit assuré par des camions rwandais et non congolais ». Il explique que c'est du ciment en provenance du Rwanda qui est chargé dans les camions des commerçants congolais. Et ce sont ces camions qui sont bloqués sur la route au Rwanda avec leur cargaison. Le président de la FEC/Sud-Kivu rappelle les accords régionaux qui autorisent la libre circulation des biens et des services. Il serait anormal que le Rwanda ne respecte pas ces accords.

Epidémie de Monkey Pox : 45 décès enregistrés en 4 mois à la Tshopo, sur un total de 546 cas. Trois zones de santé de l'intérieur sont les plus touchées : Yahuma, Basoko et Isangi. La ville de Kisangani est aussi affectée. D'après l'analyste en charge de surveillance épidémiologiste à la Division provinciale de la santé Tshopo, un plan de réponse pour éviter l'expansion de cette épidémie a été mis sur pied. Selon la division provinciale de la santé, l'épidémie de Monkey Pox est aggravée par le manque de sensibilisation sur la prévention. « Comme le nom même l'indique, la variole de singe, se transmet à l'homme. Et l'homme contracte cette maladie en entrant en contact avec les animaux malades. La première prévention, c'est le lavage des mains, il y a aussi cette sensibilisation contre les manipulations des cadavres des animaux », a précisé le Dr Nebwa.

Bandundu : les finalistes déplacés, exonérés des frais de participation aux épreuves hors session de l'Examen d'Etat. Ces élèves déplacés, au nombre de quinze, ne paieront ni les frais de participation, ni des fiches, encore moins de scolarité. La décision est du gouvernement provincial, qui assure leur prise en charge. Le directeur provincial de l'Enseignement primaire, Secondaire et Technique (EPST) Kwilu 1, interdit formellement aux chefs d'établissements d'exiger d'autres frais en dehors de ceux fixés par le gouverneur de province à travers son arrêté.

Les frais de participation aux épreuves hors session de l'Examen d'Etat, qui commencent le 8 mai, s'élèvent à 70 000 FC (31,36 USD) 55 000 FC (24,72 USD), pour la session ordinaire et les fiches à 52 000 FC (23,37 USD).

Kalemie : 4 morts à la suite de l'écroulement du mur d'une maison. Des sources sur place, rapportent que ces quatre enfants dormaient dans leur chambre lorsque le mur est tombé sur eux et ils sont décédés sur place. Les âges de ces victimes varient entre 2 à 7 ans dont deux garçons et deux filles. Le seul enfant rescapé est une fille de 11 ans, l'aînée de la famille. Elle a connu un traumatisme facial mais son état est stable. « Nos maisons sont très abimées. Il n'y a pas de tranchées pour canaliser les eaux des pluies. Alors ces eaux qui finissent sur ce mur l'ont fait tomber ».

Beni : Plaidoyer pour la suspension de la taxe de 200 USD par gros camion sur le pont Lume. « C'est une route nationale, ce n'est pas au gouverneur, soit à l'administrateur ni au chef de secteur de d'instaurer une taxe de 200 USD pour construire le pont Lume, qui devra d'ailleurs être construit par la société Dott Service Limited, chargée d'asphalter cette route selon le protocole signé par les chefs d'Etats ougandais et congolais ». Le président de la Nouvelle société civile de Ruwenzori a en outre noté plusieurs barrières sur cette RN4, érigées par les Fardc. L'administrateur du territoire de Beni, dit avoir appris cette nouvelle sur les réseaux sociaux. Il a ainsi promis de s'imprégner de cette situation sur le terrain avant de prendre toute disposition.

Maniema : Fulgence Kabumba demande aux autorités d'améliorer la situation des fonctionnaires de l'Etat. Le président provincial de la délégation syndicale des fonctionnaires et agents de l'Etat au Maniema, a fait cette demande lors de la célébration de la journée internationale du travail à Kindu. Il a également regretté que les fonctionnaires de l'Etat ne représentent plus rien au sein de la société congolaise faute de moyens. Il a signalé qu'il y a certains services publics qui, depuis un an, ne bénéficient plus de frais de fonctionnement.

Ituri : 8 morts dans des attaques attribuées aux ADF à Irumu et Mambasa. La première incursion a eu lieu dans le village Sesa, du groupement Bandavilemba. Deux personnes qui se trouvaient aux champs ont été abattus par ces assaillants. Un autre groupe de ces rebelles s'est introduit, le même jour, dans la localité de Makumo, territoire de Mambasa, où ils ont tiré plusieurs coups de feu ayant atteint six personnes qui sont mortes. L'ONG CRDH ajoute que plusieurs personnes sont portées disparues, d'autres blessées et une maison incendiée.

Mercredi 3 mai.

Modeste Mutinga lance la campagne de collecte des fonds « Pona ekolo tosungana », « Pour la Nation, aidons-nous », campagne qui s'étend sur la période de six mois. Le ministre des Affaires sociales, a lancé, le 2 mai à Kinshasa, cette campagne de collecte des fonds en faveur des personnes vulnérables ainsi que des dépendants des forces de défense et de sécurité. Ce programme vise également apporter un appui à la sécurité alimentaire et à la protection sociale, comme le confirme la directrice générale du Fonds national de promotion et de service social (FNPS). « Un défi très important, celui de réaliser la récolte de 30 millions USD que nous devons dans six mois mettre au service des vulnérables et autres personnes nécessiteuses. C'est un pari très important. Nous avons la conviction qu'au regard de la méthodologie scientifique mise en œuvre, nous atteindrons cet objectif ».

Kisangani : 4 morts dans le conflit communautaire entre Mbole et Lengola, après environ deux semaines d'accalmie. Cette nouvelle tension a paralysé toutes les activités socio-économiques dans cette commune urbano-rurale de Kisangani. La première victime de ce jour fait partie d'un groupe de gens munis d'armes blanches, qui était venu pour tenter de saccager le bureau de la commune de Lubunga. « On a appréhendé l'un d'eux on l'a lapidé et puis on l'a brûlé ». Les forces de l'ordre ont ramené à la commune trois autres corps découverts à la cité.

Trois autres personnes blessées, dont un enseignant grièvement, sont admises à l'hôpital pour des soins.

La RDC confrontée à l'« insalubrité médiatique ». On célèbre ce 3 mai, le 30^{ème} anniversaire de la Journée mondiale de la liberté de la presse, sous le thème : « La liberté de presse comme moteur de tous les autres droits de l'homme en RDC ». Le débat tourne autour de la capacité de l'Etat à relever le défi de la « salubrité médiatique ». Cette célébration intervient après la promulgation, par le chef de l'Etat, de la nouvelle loi sur la presse. Selon le ministre de la Communication et médias, la nouvelle loi marque le premier pas vers cette salubrité. En effet, l'article 3 de cette loi définit qui est journaliste professionnel à son point 11 et qui est professionnel des médias au point 20. Par ailleurs, au regard de l'article 42, toute personne physique ou morale peut créer une entreprise de presse. Encore faudrait-il qu'il respecte la loi qui prévoit plusieurs conditions à son article 43. « Quand on renforce les conditions d'accès à la profession logiquement on va évacuer ce qu'on peut considérer comme des rébus ». « Certains droits des journalistes à Beni sont bafoués à cause de l'état de siège ». « L'exercice du journalisme dans la région de Beni reste un métier délicat à cause de l'état de siège qui réprime certains droits et libertés, mais aussi l'insécurité et l'activisme de plusieurs mouvements citoyens ». C'est ce que révèle le président de la sous-section de l'Union nationale de la presse du Congo (UNPC). « Nous

sommes une presse entre le marteau et l'enclume. C'est-à-dire, quand vous diffusez une information qui essaye de léser le pouvoir, ils diront que vous êtes en train de nuire à l'état de siège. Et si vous diffusez une information qui encourage les actions de l'état de siège, il y a plusieurs mouvements citoyens, les gens qui sont contre l'état de siège et certains politiciens, ils vous taxent d'accompagner l'état de siège pour mettre en mal la liberté de l'expression ». **Antonio Guterres : « Près de trois quarts des femmes journalistes ont subi des violences en ligne ».** « C'est grâce à la liberté de la presse que nous disposons de tous les faits dont nous avons besoin pour façonner notre opinion et dire la vérité aux détenteurs du pouvoir. Mais, aux quatre coins du monde, la liberté de la presse est attaquée », s'inquiète Antonio Guterres. La vérité est menacée par la désinformation et les discours de haine, qui cherchent à brouiller la frontière entre les faits et la fiction, entre la science et le complotisme. Le fait que l'industrie des médias soit de plus en plus concentrée entre les mains de quelques-uns, l'effondrement financier de dizaines d'organes de presse indépendants et la multiplication des lois et règlements nationaux qui musèlent les journalistes aggravent la censure et menacent davantage la liberté d'expression, déplore le Secrétaire général de l'ONU. «Parallèlement, les journalistes et les autres professionnels des médias sont directement pris pour cibles, en ligne et hors ligne, alors qu'ils accomplissent leur travail d'une importance vitale. Ils sont régulièrement harcelés, intimidés, faits prisonniers et maintenus en détention », regrette le patron de l'ONU. **Kindu : l'UNPC appelle les journalistes au respect des normes déontologiques.** A l'occasion de la journée mondiale de la liberté de la presse, le président provincial de l'Union nationale de la presse du Congo du Maniema « nous exhortons professionnels des médias de rester conforme au code d'éthique et de déontologie pour leur éviter des ennuis et des interpellations, des emprisonnements. Nous leurs demandons aux autorités, que chaque fois qu'il y a un cas où elles déplorent un comportement anti déontologique d'un journaliste, de contacter les organes d'autorégulation afin que tous les cas puissent être poursuivis et si besoin être sanctionné comme il se doit ». Il invite les autorités tant civiles que militaire à pouvoir faciliter l'accès aux sources d'information les journalistes, afin d'éviter que des rumeurs circulent et que les journalistes puissent tomber dans des pièges. **Ituri : les journalistes victimes des menaces des services de l'Etat et des groupes armés (UNPC).** « Ils sont chaque jour victimes des intimidations et des menaces par les groupes armés et certains services de l'Etat pour avoir diffusé des informations sur les exactions des milices et d'autres actualités qui gênent le pouvoir », affirme la présidente de l'UNPC en Ituri, Certains journalistes ont renoncé à ce métier ; alors que d'autres ont résolu de s'abstenir de traiter des informations sur la sécurité et la politique pour préserver leurs vies. **Liberté de la presse : la RDC gagne 30 places au classement mondial, en 4 ans (JED).** « Au dernier classement qui vient d'être publié, la RDC se positionne à la 124e place sur 180 pays du monde ». Une avancée que le ministre de la Communication et Médias, entend consolider avec « la consécration du droit de réponse comme une réparation à l'égard de la personne lésée ». Pour lui, la RDC a fait un pas considérable dans la marche vers la dépenalisation de la presse. En RDC, cette journée mondiale a été placée sous le thème : « La liberté d'expression à l'épreuve de la situation sécuritaire en RDC. Nouvelle loi sur la presse pour une nouvelle dynamique ». **Nord-Kivu : le vice-gouverneur assure les journalistes de leur sécurité.** Il a également invité les professionnels des médias de cette partie du pays à plus de responsabilités en ce moment où la province fait face à l'insécurité. Ce 30^{ème} anniversaire de la liberté de la presse a pris, à Goma le rythme d'une journée entière d'activités d'échanges et sensibilisation.

Djugu : le bilan de l'attaque du groupe armé Codeco passe de 10 à 24 morts. Le bilan actualisé de la dernière attaque ce week-end du groupe armé Codeco est de 24 morts, 34 blessés et 626 maisons incendiées et 106 autres détruites. Cette attaque a eu lieu simultanément dans les groupements Sumbuso, Dhendro, Buku et Djaib dans le territoire de Djugu. Ces miliciens ont également pillé des biens des habitants et ont emporté leurs motos et vaches.

Goma : 10 rebelles du M23 présentés à la presse par l'armée. Six parmi ces rebelles avaient été capturés par l'armée dans les environs de la cité de Mushaki, dans le territoire de Masisi, au cours d'une opération d'intervention menée dans le groupement de Kamuronza. Ces rebelles sont ceux qui avaient attaqué le 25 mars dernier, un convoi du contingent burundais de l'EAC. Deux rebelles se sont rendus volontairement avec leurs armes, alors que deux autres capturés sont d'anciens des Fardc qui avaient rejoint le M23.

Bandundu : le criminel Gloria Tamuzi transféré à la prison de Ndolo à Kinshasa. Gloria Tamuzi, alias Serpent, un criminel de grand chemin arrêté à Bandundu le 25 février, a été condamné à mort par le tribunal de grande instance en date du 13 mars à Bandundu, chef-lieu de la province du Kwilu. Son transfèrement servira de leçon aux autres inciviques, appelés "Kuluna", qui insécurisent les paisibles citoyens.

Développement de 145 territoires: 37 infrastructures sociales en construction au Nord-Ubangi. 19 écoles primaires, 14 centres de santé modernes et 4 bâtiments administratifs sont en cours de construction dans la province du Nord-Ubangi, dans le cadre du Programme de développement local des 145 territoires (PDL-145 T), sous la gestion de la Cellule d'exécution des financements en faveur des Etats fragiles (CFEF).

Nord-Kivu : 200 vaches tuées à Rutshuru par des Mai-Mai. Des combattants Mai-Mai ont tendu une embuscade, au niveau de Kalengera dans le Parc national des Virunga, à un groupe d'éleveurs, accusés d'être des rebelles M23, mais habillés en civils. Ces éleveurs amenaient des centaines des vaches de Bishusha vers la chefferie de Bwisha, affirment des sources locales. Les soldats des contingents sud-soudanais et kenyans, déployés à Tongo, ont réussi à sauver d'autres vaches, précisent les mêmes sources.

Mai-Ndombe : 7 présumés agresseurs du procureur général Ndjoko transférés à Kinshasa, parce que l'instruction se fait au niveau du parquet général près la Cour de cassation. « Le procureur général près la Cour de cassation a envoyé une réquisition pour que l'on mette la main sur les assaillants qui ont donné des coups et blessures volontaires à Monsieur le procureur général du Mai-Ndombe. On a arrêté sept entre eux. Et il y a encore une réquisition au niveau de l'assemblée provinciale pour lever les immunités de certaines autorités de la province qui sont des commanditaires de cette agression ». Le procureur général près la cour d'appel de Mai-Ndombe, avait été agressé en 2021 par des inconnus, dans son domicile la nuit à Inongo.

Nord-Kivu : plus de 2000 conflits fonciers recensés à Nyirangongo. Selon l'ONG Alerte congolaise pour l'environnement et les droits de l'homme ces conflits opposent la population au parc national des Virunga et les autres les habitants entre eux dans la communauté. La compétition pour accéder aux terres arables est à la base de la majorité de ces conflits. Il a expliqué que le territoire de Nyirangongo ne dispose que d'environ 75 km² de terres arables, sur la superficie totale de 333 km², la partie restante étant couverte par le parc ou englouti par les laves volcaniques. Un des cadres de l'ONG, a indiqué que leur objectif a été de mettre en place un cadre mixte de plaidoyer pour la résolution apaisée de ces conflits.

Nord-Kivu : désormais 80 000 habitants de Nyirangongo ont accès à l'eau potable, grâce au projet d'extension du réseau d'eau à Bushara, Bushagara et Kanyaruchinya, exécuté par le Parc national des Virunga (PNVi). Ce projet, financé par l'Union européenne avec l'appui de l'Unicef, a pour but de changer la vie des femmes et enfants, qui subissent des violences sexuelles et autres abus, pendant qu'ils vont à la recherche de l'eau. Il va aussi contribuer à la lutte contre les maladies des mains sales. Le territoire de Nyirangongo ne disposait d'aucune source d'eau avant la mise en œuvre de ce projet. La population recourait à l'eau de pluie pour les ménages.

Uvira : la société civile salue l'accalmie entre militaires et civils à Minembwe, après le retour, le 2 mai, du commandant de la 12e brigade de réaction rapide des Fardc en provenance de Bukavu. Les tensions entre civils et militaires dans la ville d'Uvira remontent aux accrochages survenus dans la nuit du 5 mars. Selon le coordonnateur du comité urbain de la jeunesse, Chako Changu Ebambe, tout avait commencé au quartier Kakombe lorsqu'un militaire suspecté de vouloir cambrioler une maison avait été appréhendé par des jeunes vigiles y résidant. Tentant de s'échapper en catastrophe, le militaire a tiré à bout portant sur ces jeunes, tuant l'un d'eux sur le champ.

Jeudi 4 mai.

Huang Xia : « il est temps de réfléchir sur une meilleure mise en œuvre de l'accord cadre d'Addis Abeba ». Pour l'envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies pour les Grands lacs, le 11^{ème} sommet des chefs d'Etats et des gouvernements qui se tiendra le 6 mai prochain « sera une occasion pour les chefs d'états de réfléchir sur une meilleure approche à adoptée pour assurer cette mise en œuvre effectivement des engagements et de l'accord cadre d'Addis Abeba. Et ce dont nous avons convenu, c'est de voir comment évaluer les choses et après comment programmer la revitalisation de l'accord cadre d'Addis Abeba ». L'accord cadre d'Addis Abeba a été signé en février 2013 par onze États et quatre institutions internationales et régionales à savoir : les Nations unies (ONU), l'Union Africaine (UA), la CIRGL, la SADEC. Cet accord porte sur la paix, la sécurité et la coopération en RDC et dans la région des Grands lacs. Dans l'accord cadre d'Addis-Abeba, le gouvernement congolais s'était engagée à mener des réformes sécuritaires et institutionnelles susceptibles de renforcer l'autorité de l'état, promouvoir la décentralisation, le développement économique et la réconciliation nationale. Les pays de la région eux se sont engagés à ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures des états voisins, ni à soutenir des groupes armés, à respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale des états voisins. La Communauté internationale s'est engagée à rester mobiliser aux cotés de la RDC et des pays de la région pour la mise en œuvre de cet accord.

Félix Tshisekedi inaugure 2 homes rénovés de l'UPN. Le premier bâtiment de six étages, pour garçons, dispose de 70 chambres de six lits. Il est doté aussi d'un ascenseur. Le deuxième bâtiment de trois étages dispose quant à lui de 50 chambres avec une buanderie commune. Les étudiants y ont également droit à une connexion wifi gratuite. La deuxième phase de rénovation du home pour filles et la construction d'autres nouveaux

bâtiments est en cours, en vue d'offrir plus d'espace de vie aux milliers d'étudiants de l'Université pédagogique nationale (UPN).

Insécurité à Djugu : environ 250 morts et 1100 maisons incendiées au cours du mois d'avril. Parmi les morts, on compte 104 miliciens neutralisés par l'armée lors des opérations lancées depuis plus d'une semaine dans cette entité. 142 civils et 9 militaires ont été tués par des groupes armés actifs dans cette zone. Environ 70 personnes sont également portées disparues lors des attaques. Plus de 60 cas d'incursion des miliciens ont été enregistrés en avril dernier dans différentes localités du territoire de Djugu. La société civile invite l'armée à intensifier et étendre la traque aux combattants des groupes armés réfractaires au désarmement.

Examen d'Etat hors session : les autorités scolaires s'en vont en guerre contre les antivaleurs. Le directeur de la province éducationnelle du Kongo-Central 2, a interdit la pratique de « maquis » pour la préparation des finalistes de 6e secondaire aux épreuves de l'examen d'Etat. Il a affirmé que cette pratique fait partie des antivaleurs à bannir du système éducatif. Le « maquis » consiste pour les élèves à aller vivre, en groupe, en dehors de leurs maisons familiales pendant la période des préparatifs de l'examen d'Etat jusqu'au moment de la passation de cette épreuve. Il a mis en garde les chefs d'établissements contre la perception des frais illicites.

Beni : les femmes soldats de la MONUSCO échangent avec les femmes congolaises sur la paix. L'échange a porté sur la perception qu'ont ces femmes de la Monusco et de son travail, sur l'appui de la mission onusienne à l'autonomisation de ces femmes. Les deux parties ont également échangé sur le rôle des femmes dans le retour de la paix en RDC en général et dans la région de Beni en particulier.

Goma : le gouverneur de province crée une commission d'enquête sur les espaces spoliés à l'Etat. Tout est parti de nombreuses dénonciations faites par des habitants de Goma ainsi que certains hommes politiques de la province sur la spoliation des parcelles de l'Etat. La commission est constituée des autorités judiciaires, des cadres des services des renseignements et des responsables des services étatiques habilités. Elle est présidée par le procureur de la République. Saisie de la situation, Kinshasa a dépêché, la ministre de la Justice et le ministre de l'Industrie, pour entre autres, s'enquérir de la spoliation des parcelles de l'Etat dans la ville de Goma. Au total, 14 parcelles spoliées sont concernées. La commission a 48 h pour faire la lumière sur cette situation.

L'OIF n'est plus en mesure d'assurer l'audit du fichier électoral. L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) avait déployé la semaine dernière une mission pour évaluer la situation sur terrain et examiner la demande que lui avait adressée le président de la Ceni, de faire l'audit externe du fichier électoral comme en 2006, 2011 et 2018. Après cette demande de la Ceni, des voix s'étaient levées pour s'opposer à l'audit externe du fichier électoral par l'OIF pour des raisons de souveraineté. Pour certains acteurs politiques et de la société civile, « comme la RDC est en froid avec le Rwanda, elle ne peut pas céder son fichier électoral à une institution dirigée par une Rwandaise ». Mais pour la Conférence épiscopale nationale du Congo, « il ne faut pas qu'on amène la question de l'intégrité territoriale dans les questions techniques comme les élections ». Pour le secrétaire général de la Cenco, puisque l'OIF a décliné l'offre, il faut que la Ceni trouve une autre alternative au niveau international.

Kinshasa : le parti « Alliance pour l'Amour du Congo » fait sa sortie officielle. En créant ce parti politique, Christine Feza Motema dit vouloir démontrer la capacité des femmes à prendre une place des dirigeants dans l'arène politique congolaise. « Le chef de l'Etat prône la parité. Vous allez constater que dans la majorité des partis politiques qui existent au Congo, il y a peu de femmes qui chapeautent, qui dirigent les partis politiques. Il était temps que l'Alliance pour l'amour du Congo vienne prendre part dans cette scène politique avec à sa tête une femme ». L'initiatrice de « Alliance pour l'Amour du Congo » a appelé tous les Congolais à l'unité pour faire face à l'agression du pays et à contribuer à son développement au regard de ses potentialités.

Nord Kivu : début de l'opération de « traque des enfants dits de la rue » à Kasindi. Elle vise à sécuriser les avenues et trottoirs de cette cité frontalière de l'Ouganda et à permettre le bon déroulement des activités commerciales dans les endroits d'errance de ces enfants. Le commandant de la police à Kasindi, a assuré que des enfants en rupture familiale seront mis à la disposition de la police de la protection de l'enfant pour pouvoir les questionner selon la procédure. La force sera utilisée pour les récalcitrants, non pour les neutraliser mais plutôt pour les corriger, conclut-il.

Rutshuru : 13 civils tués dans les accrochages entre des miliciens et rebelles du M23 à Kizimba. Des hommes armés assimilés aux combattants Nyatura CMC ont fait une incursion dans un camp qui hébergeait plus de 1090 ménages de déplacés autour de 23 h. D'autres sources dans cette région soutiennent l'hypothèse d'un accrochage, entre ces combattants du groupe Nyatura et les rebelles du M 23. Cet accrochage aurait été à la base

de ces victimes collatérales dans ce camp de Kizimba. Un des survivants de cette attaque a affirmé que ce camp s'est vidé de ses occupants, et les quelques rebelles M23 qui occupaient encore la zone viennent aussi de la quitter.

Djugu : la Monusco appelle la population de l'axe Iga Barriere-Mongwalu à la recherche de la paix. A travers cette démarche, la Monusco vise entre autres la réouverture de ce tronçon fermé depuis la prise en otage de 17 passagers, il y a deux mois, sur le tronçon Bambu-Kilo par des miliciens de la Codeco. Cependant, des échanges commerciaux s'effectuent sur l'axe Nizi-pont Bambu où les Fardc ont installé leur position, question de rassurer les rares passants sur les menaces des groupes armés.

Kinshasa : les inspecteurs de l'EPST réclament la majoration de leurs primes. Les manifestants ont également voulu réclamer du gouvernement la paie des intervenants dans la rédaction des diplômes 2020, 2021, 2022, et la correction des épreuves certificatives. L'inspecteur général de l'EPST, reconnaît la légitimité des revendications de ces enseignants assis. Il exhorte ses collègues à ne pas perturber le déroulement de l'examen d'Etat qui est tout un cycle. Leurs revendications interviennent au moment où les épreuves de hors session des examens d'Etat pointent à l'horizon. Elles se dérouleront le 8 mai sur toute l'étendue de la RDC.

Djugu : destruction de 1005 abris du site de déplacés de Savo après de fortes pluies qui se sont abattues, mercredi 3 mai, sur cette contrée. La conséquence est que plus de 4000 personnes essentiellement des enfants y passent nuit à la belle étoile. Son président a plaidé pour une intervention urgente en faveur des sinistrés. Le site de Savo accueille environ 25 000 déplacés qui vivent dans des abris de fortune construits par les humanitaires. La plupart de ces abris temporaires sont si vétustes qu'ils ne peuvent pas résister au vent et aux fortes pluies.

Vendredi 5 mai.

A Bujumbura, Mbusa Nyamwisi appelle à la revitalisation de l'accord d'Addis-Abeba. Le ministre d'Etat à l'Intégration régionale a lancé cet appel à la réunion des pays signataires de cet accord pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région des Grands lacs à Bujumbura (Burundi). « La RDC demeure attachée à la lettre et à l'esprit de l'accord-cadre et soutient toute initiative de sa revitalisation qui appelle à une évaluation sans complaisance, franche et sincère », a déclaré Mbusa Nyamwisi. Le ministre congolais est également revenu sur les clauses intangibles et opposable à tous que contient l'accord cadre d'Addis Abeba : la non-ingérence dans les affaires intérieures des États voisins, ne pas tolérer, ni fournir une assistance ou un soutien quelconque à des groupes armés, respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale des États voisins. Mbusa Nyamwisi a en outre proposé au Rwanda, Burundi et Ouganda de tendre la main à leurs rebellions qui opèrent dans l'Est de la RDC. Cette rencontre se tient, depuis ce jeudi, en prélude du sommet du Mécanisme régional de suivi de l'accord-cadre d'Addis-Abeba. Après l'adoption de l'ordre du jour, les représentants des pays signataires sont passés à l'examen de principales évolutions politiques et sécuritaires, y compris l'état des lieux des processus régionaux de paix. Ils ont examiné ensuite le projet de feuille de route pour la revitalisation de l'accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région.

Kindu : un moratoire de 2 jours accordé aux groupes d'auto-défense pour s'identifier. Le gouverneur intérimaire du Maniema, a justifié cette mesure par le fait que des groupes des jeunes non autrement identifiés se sont créés dans différents quartiers de Kindu, ces derniers temps. Ces jeunes se disent sécuriser la population dans les différents quartiers, où ils commettent des dérapages. Pour lutter contre l'insécurité à Kindu, il affirme avoir créé les comités locaux de sécurisation de la ville, gérés par les bourgmestres et les commandants de la police.

Sécurisation de Goma : le commandant de la 34^{ème} région militaire appelle ses troupes à résister contre les attaques de « l'ennemi ». Il a encouragé la bravoure des militaires de sa juridiction lors des dernières attaques de Sake. Cette bravoure, selon lui, a valu à la région militaire les remerciements des autorités du pays. Il leur a demandé ainsi de continuer sur cette lancée. Le général Bruno Mpezo a dit toute la détermination de ses troupes à pouvoir servir la nation et les a encouragés face aux intimidations.

Kinshasa : « Il n'y a pas de pénurie de maïs dans les camps militaires» (Service national). Le Service national a affirmé, que malgré la hausse de prix du maïs sur le marché kinois, il poursuit la vente de cette denrée dans les camps militaires et policiers. Elle se vend à 18 000 FC le sac. La vente du maïs par le Service national ne s'est jamais arrêtée depuis septembre 2021. « ...Depuis que les cantines militaires ont été ouvertes en 2021, elles sont toutes opérationnelles, à la grande satisfaction des bénéficiaires.... le commandant suprême tient à ce que, en dépit de la flambée de prix, les familles des militaires, les policiers ainsi que leurs dépendants, puissent bénéficier de la farine de maïs qui est produit au Service national, à travers toute la République ».

Kasaï-Oriental : l'IGF ordonne le gel des comptes bancaires du gouvernement provincial. L'Inspection générale des finances a adressé, une correspondance à ce sujet aux directeurs généraux de six banques qui hébergent les comptes de cette province. Sans en donner les motivations, l'IGF insiste cependant que cette mesure conservatoire ne porte que sur les opérations en débit. Elle ne concerne pas les comptes de l'assemblée provinciale, ni celles de la Direction générale des recettes du Kasaï Oriental (DGRK-Or).

Sud-Kivu : une centaine de morts et plus de 500 maisons détruites lors des inondations à Kalehe. Mais aussi des écoles, des centres de santé et d'autres infrastructures. « Il n'y a plus rien ici. Mais en tous cas on a besoin d'une assistance d'urgence ».

Mahagi : 38 morts dans les combats entre la milice Codeco et Zaire. Les miliciens de la Codeco venus du territoire de Djugu se sont installés dans plusieurs villages dans le territoire de Mahagi et circulent librement avec leurs armes. Ils ont attaqué, mercredi, la localité d'Afoyorwot dans la chefferie des Anyals. Les combats se poursuivaient jusque ce vendredi matin. Bilan : 38 morts dont 25 miliciens de la Codeco, 11 de Zaire et trois civils. La société civile locale justifie ces violences par l'absence des Fardc pour dissuader ces groupes armés.

Crise en RDC : le XI^e sommet du mécanisme régional de suivi de l'accord cadre d'Addis Abeba s'ouvre samedi à Bujumbura. Bien avant ce sommet, les ministres des Affaires étrangères et différents chefs des délégations ainsi que leurs experts du comité d'appui technique ont clôturé, jeudi 4 mai, toujours à Bujumbura, la session ministérielle préparatoire dudit sommet. A la clôture de cette session ministérielle, les participants ont adopté la proposition de la délégation tanzanienne concernant l'ajout du swahili parmi les langues utilisées dans la production des documents du mécanisme. Selon cette proposition, tous les communiqués finaux sanctionnant les travaux des pays membres seront désormais traduits en kiswahili, au même titre que le français et l'anglais.

Pénurie de maïs au Haut-Katanga : Vital Kamerhe dit avoir cherché une « solution de dépannage » en Afrique australe. Le vice-Premier ministre et ministre de l'Economie dit être allé chercher une solution de dépannage pour fournir de la farine de maïs et des fertilisants à la région du Katanga. Il est conscient qu'il faut une solution pérenne à l'approvisionnement de cette région : « Nous estimons que la diversification de la production est le secret pour résoudre le problème non seulement du Katanga mais pour l'ensemble du pays ». Il a affirmé que la mission la plus importante reste au Katanga où la délégation va parler avec « les Katangais, les Congolais pour résoudre nos problèmes congolais ».

4^{ème} revue du programme économique RDC-FMI : au moins 200 millions USD attendus fin juin. Cette délégation, a présenté au Premier ministre, les différentes conclusions de sa mission de deux semaines en RDC. Aussi la mission du FMI salue la résilience de l'économie congolaise qui se mesure au niveau de la croissance, malgré le contexte difficile. La décision du conseil d'administration du 28 juin prochain est très importante pour la RDC, car elle pourrait bénéficier d'un décaissement de 200 millions de USD, comptant pour la quatrième revue du programme économique du gouvernement soutenu par la facilité élargie de crédits conclu avec le Fonds.

La Croix-Rouge assainit l'hôpital général de Kindu. L'humanité célèbre le 5 mai la journée internationale de la Croix-Rouge. Au Maniema, avec à la main machette, coupe-coupe, bêche et autres outils aratoires, les volontaires de la Croix-Rouge ont tôt le matin, commencé à assainir l'hôpital général de Kindu. « Cette activité est dans le cadre de notre mission parce que nous travaillons dans la communauté, pour la communauté et avec la communauté ». Après l'hôpital général de Kindu, la Croix-Rouge envisage d'assainir l'hôpital général d'Alunguli».

Moba : les déplacés de Kasoro appelés à regagner leur village après des affrontements entre milices Twa et Bantu. L'administrateur du territoire de Moba, rapporte que le 27 avril, des affrontements sanglants avaient opposé une milice Twa à celle des Bantu au village Kasoro dans la chefferie Kansabala. Le bilan était de deux twa tués et trois bantu blessés. Ces affrontements ont provoqué le déplacement massif de la population locale vers d'autres villages. Le gouvernement du Tanganyika a dépêché des militaires Fardc. Et l'administrateur du territoire assistant de Moba, annonce l'arrivée ce samedi au village Kasoro, d'une délégation des autorités du territoire de Moba pour se rendre compte de ce qui s'est passé et sensibiliser la population à la paix.

Grogne à l'EPST et l'ESU : Sama Lukonde donne des instructions pour décanter la situation des enseignants et professeurs. Le Premier ministre a instruit, en urgence les ministres du Budget et des Finances, avec ceux de l'EPST et de l'ESU, à trouver des solutions aux revendications salariales des enseignants et des

professeurs d'université. Pour ce qui est des professeurs d'universités, le ministère des Finances s'active à décaisser des fonds pour le mois d'avril le ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire.

Kwango : la ville de Kenge cherche 15 millions USD pour endiguer les érosions. Au moins 21 maisons ont été emportées après les pluies qui se sont abattues en début de semaine, a indiqué le maire. 41 têtes d'érosions menacent de faire disparaître des maisons, des routes et d'autres infrastructures de Kenge, chef-lieu. Ces érosions constituent actuellement un casse-tête pour les habitants, au regard des graves conséquences qu'elles provoquent. Les premières interventions de l'Office des voiries et drainage (OVD), qui consistent à créer des bassins de rétention d'eau dans cette ville, sont sans succès.

Beni : les jeunes de Mulekera dénoncent la montée de la criminalité. Pour ces jeunes, au moins 50 maisons ont été visitées par des bandits armés qui ont emporté argent et plusieurs biens de valeur de la population. Le dernier cas en date remonte à la nuit de jeudi à vendredi 5 mai, où ces malfaiteurs ont cambriolé plusieurs maisons dans cette commune. Le « parlementaires de la jeunesse », plaide pour des échanges entre les jeunes et les autorités sur cette question de l'insécurité et souhaite une franche collaboration entre les autorités communales et les jeunes qui organisent « des groupes de vigilance » dans leurs quartiers.

Beni : le maire appelle les activistes à jouer leur rôle dans la promotion des droits humains. « Nous sommes au regret de constater la recrudescence des groupes armés étrangers, auteurs des guerres en violation flagrante de droit de l'homme. A ce moment difficile où les droits de l'homme sont violés par les ennemis de la paix, à travers cette campagne, j'invite tous les acteurs qui interviennent dans cette ville chacun selon sa parcelle de pouvoir de placer les droits humains au cœur de l'action à mener pour faire revivre tant soit peu un sourire à notre population longtemps victime des violations des droits de l'homme ». Au cours de cette campagne, plusieurs activités de sensibilisation seront organisées dans des écoles et même dans diverses structures de la région de Beni pour la vulgarisation de la Déclaration des droits de l'homme du 10 décembre 1948.

Samedi 6 mai.

« **La COVID-19 n'est plus une urgence sanitaire mondiale** » (OMS). Elle ouvre ainsi la voie à la déclaration de la fin d'une pandémie qui a fait "au moins 20 millions" de morts dans le monde et fortement perturbé l'économie mondiale. La levée de ce statut est un signe de progrès mais la COVID-19 est toujours présent même s'il ne représente plus une menace, a affirmé l'OMS. "La pire chose qu'un pays puisse faire maintenant est d'utiliser cette nouvelle comme une raison de baisser sa garde, de démanteler les systèmes qu'il a construit ou d'envoyer le message à son peuple que la COVID-19 n'a rien d'inquiétant".

Choléra à Lubumbashi : le ministre provincial de la santé invite la population au respect des règles d'hygiène. Les zones les plus touchées sont Katuba et Kisanga. 329 cas ont été notifiés depuis la résurgence de cette épidémie il y a 2 mois. Onze ont déjà perdu la vie. Pour éviter toute propagation de cette épidémie le ministre provincial de la santé, demande à la population « d'observer les mesures d'hygiène en rendant notre environnement propre, bouillir l'eau et les aliments, éviter de manger les aliments dont on ne maîtrise pas l'origine ».

Revitalisation de l'accord cadre d'Addis Abeba : Antonio Guterres appelle à renforcer la coopération interafricaine. Le patron des Nations unies a fait cette recommandation, en marge de l'ouverture du XIe sommet de haut niveau du suivi de cet accord, ce samedi à Bujumbura. « Le peuple congolais a beaucoup souffert à cause des différents groupes armés, des terroristes ADF et maintenant le M23 il faut mobiliser toute la communauté internationale ... », a-t-il déclaré. **Bujumbura : Félix Tshisekedi condamne de nouveau l'agression de la RDC par le Rwanda.** Il a dit sa profonde amertume, dix années après l'entrée en vigueur de cet accord-cadre, « la rupture de ce pacte collectif par un Etat signataire, j'ai cité, la République du Rwanda, qui, sous couvert du mouvement terroriste du M23 - pourtant défait et qu'il a ressuscité – s'est donné la liberté d'agresser et d'envahir une partie de la province du Nord-Kivu en République démocratique du Congo ». Il a ainsi dénoncé une « totale violation de l'engagement numéro 3 de l'accord-cadre » dont Kigali est signataire, de même que les chartes des Nations unies et de l'Union africaine dont il est partie prenante ; « le tout, sur fond d'exploitation de nos ressources naturelles ».

Kwilu : le quartier Dima Lumbu sous eaux depuis plus de 7 jours. 132 maisons sont inondées et 25 habitations se sont écroulées après que la rivière Kasai a quitté son lit il y a plus d'une semaine. La plupart des constructions de ce quartier sont en briques adobe. Les bureaux de l'État situés à Dima Lumbu ont été dévastés. Les toitures de plusieurs maisons flottent sur les eaux, les centres de santé sont inondés et les malades éparpillés. Les femmes ayant accouché ont quitté la maternité. Certains habitants utilisent la pirogue pour circuler sur ces

eaux à travers le village. Le chef de quartier Dima Lumbu, lance un cri d'alarme pour l'aménagement de son quartier.

Deuil national en mémoire des morts des inondations de Kalehe, le 8 mai, prochain sur toute l'étendue du territoire National. Une équipe du gouvernement central est dépêchée au Sud-Kivu pour appuyer le gouvernement provincial dans la gestion de cette catastrophe. **Inondations à Kalehe : plus de 170 morts et une centaine de disparus (bilan provisoire officiel)** et plus de 50 blessés. Des villages entiers ont été décimés et plusieurs autres infrastructures sont détruites par la boue et les pierres charriées par les rivières lors des fortes pluies qui se sont abattues à Bushushu et Nyamakubi dans le territoire de Kalehe le 4 mai. Le Gouverneur a annoncé que son gouvernement prend en charge les frais funéraires pour l'inhumation des morts et les blessés sont également pris en charge à l'hôpital général d'Ihusi. Déjà le même vendredi, un bateau a quitté Bukavu avec des médicaments, des bâches pour abris, des ustensiles de cuisine, des vivres et bien d'autres biens pour les sinistrés de cette catastrophe naturelle. **Drame de Kalehe: « Cette catastrophe était prévisible et évitable », estime le géographe Birembano Bahati.** Ce géographe et enseignant à l'Institut supérieur pédagogique de Bukavu (Sud-Kivu) affirme qu'un rapport portant sur le danger qui guette les habitants de cette partie du Sud-Kivu existe depuis dix ans. Ce rapport avait été établi par un groupe de géographes et d'autres experts en environnement, après une étude menée sur l'écosystème de cette région. « Il y avait beaucoup de bois au sommet des montagnes, les montagnes étaient boisées. Mais aujourd'hui avec des fortes pressions démographiques, la tendance est d'aller occuper ces espaces-là et les déboiser. Et avec les fortes pluies comme sont les pluies diluviennes surtout en ce début du mois de mai, des dizaines de millimètres d'eau quand ça tombe dans une zone déboisée, il y a beaucoup de ruissellements, et ces ruissellements vont rejoindre les points les plus bas des bassins versants que nous appelons des rivières et des cours d'eau et il y a inondations ». Il estime qu'il faut penser à un réaménagement du territoire à travers la délocalisation de la population et le reboisement des collines.

Kalemie : la cour d'appel annule la nomination du gouvernement provincial. La cour d'appel du Tanganyika ordonne la suspension des arrêtés provinciaux controversés numéro 029 et 030, signés le 17 avril dernier par la gouverneure du Tanganyika portant nomination des ministres et commissaires généraux du gouvernement provincial. Le 24 avril dernier, l'ancienne ministre provinciale des mines du Tanganyika, Irène Banze, avait adressé une correspondance à la gouverneure pour contester l'arrêté provincial qui venait de l'évincer du gouvernement. Elle dénonçait des irrégularités, notamment le fait que l'arrêté ne présentait pas les raisons substantielles ou les motifs incidentiels de droit et des faits matériels probants. Irene Banze estimait que rien ne pouvait alors justifier sa mise à l'écart comme ministre provinciale des mines. Ainsi, face à ces irrégularités soulevées, Irène Banze avait saisi la justice, qui vient de trancher en sa faveur.

Examen d'État hors session à Bunia : les élèves de Walendu Djatsi bloqués par l'insécurité. Une centaine d'élèves finalistes du secondaire à Walendu Djatsi dans le territoire de Djugu, qui doivent se rendre à Bunia pour passer les épreuves hors session de l'Examen d'Etat Edition 2023-2024, sont bloqués. Ils déplorent le manque de transport et l'insécurité sur le tronçon Nizi-Mwanga, où les groupes armés sont actifs. Les notables sollicitent l'intervention du gouvernement provincial pour garantir la sécurité et l'encadrement du déplacement de ces élèves ainsi que la construction des infrastructures scolaires détruites depuis plus d'une année.

Lomami : retour au calme après affrontements communautaires à Kamiji, ce 6 mai dans les localités de Bena Kalobo et Bena Mukoyi dans les groupements Bena Mwanta Numbi et Bena Mwadi dans la province de Lomami, à la suite de la présence des agents de la Police nationale congolaise (PNC) venus de Mwene-Ditu. Le bilan provisoire de leurs affrontements de jeudi dernier fait état d'un mort et de plusieurs blessés graves, dont un dans un état critique. D'après l'administrateur de territoire Kamiji, Les habitants de ces deux localités se disputent les limites de terres arables. Tout a commencé le soir de mercredi dernier lorsque les habitants de Bena Mukoyi s'étaient rendus aux champs pour se partager les portions de terre qu'ils devraient cultiver à la saison culturale prochaine. Ayant appris cette information, ceux de Bena Kalobo se sont organisés pour les attaquer. Un d'eux qui était armé a tiré en direction d'un habitant de Bena Mukoyi, qui a rendu l'âme immédiatement. Après les affrontements, les habitants de ces deux localités ont vidé leurs villages et sont actuellement dans la brousse.

Dimanche 7 mai.

Ituri : interdiction aux groupes armés de circuler avec les armes à Irumu, a décidé le comité territorial de sécurité. Cette structure accuse ces groupes armés de plusieurs exactions. Rien que cette semaine sept personnes ont été tuées et quinze autres kidnappées. Certains miliciens sont déjà aux arrêts pour violation de cette mesure. Les groupes armés concernés par cette mesure d'interdiction sont : la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI), le Front Patriotique et intégrationniste de l'Ituri (FPIC), les Mai-Mai et le groupe Chini ya Tuna. Selon

le constat fait par le comité de sécurité du territoire d'Irumu, ces milices commettent plusieurs exactions sur les populations civiles en violation de l'accord de paix signé par leurs leaders.

Catastrophe de Kalehe : Denis Mukwege dépêche une aide médicale d'urgence pour les victimes. Il demande par ailleurs au gouvernement congolais d'accélérer les mesures de prises en charge de ces victimes. Il sollicite également l'accélération du processus de délocalisation de la population des zones dangereuses et de mobilisation d'une aide d'urgence. Certains sites devront être déclarés impropres à la construction pour éviter de nouveaux drames, estime-t-il et l'autorité doit vite réhabiliter RN2 Bukavu-Goma et RN3 Miti-Hombo pour faciliter la circulation des personnes et leurs biens. **Inondations à Kalehe : la Monusco disposée à assister les autorités pour apporter l'aide aux sinistrés.** La Monusco annonce avoir fait un don d'un important lot de médicaments aux personnes touchées par les inondations. Ces médicaments ont été remis à l'hôpital de Bukavu ou les blessés ont été évacués par bateau. **Kalehe : plus de 200 corps inhumés après les inondations meurtrières dans la région,** samedi 6 mai à Bushushu et Nyamukubi. L'administrateur du territoire de Kalehe, a appelé le gouvernement central et d'autres humanitaires à intervenir car la situation est déplorable « nous avons entamé samedi l'enterrement des corps qui ont été retrouvés parce que le nombre des corps encore en disparition est plus grand que les corps que nous venons d'enterrer et il y a encore des cas graves de blessés qui sont encore à l'hôpital ». **Inondations à Kalehe : l'ASBL « Chinyabuguma » appelle à l'assistance aux victimes.** Le président de cette structure, a demandé à l'Etat de reconstruire les infrastructures endommagées et réparer les services publics perturbés. « L'ASBL « Chinyabuguma » lance un appel à la solidarité nationale et internationale et appelle le coordonnateur humanitaire et la communauté humanitaire présente en RDC de lancer un appel urgent pour une réponse humanitaire appropriée ». Les ressortissants du Sud-Kivu organisent, ce 8 mai, une messe d'action de grâce y afférente à la Cathédrale Notre-Dame du Congo, à Kinshasa. **Inondations de Kalehe : l'EPST Sud-Kivu déplore la mort de ses 10 collaborateurs.** Pour le directeur de la province éducationnelle Sud Kivu « la catastrophe de Kalehe a sérieusement affecté le secteur de l'EPST. Elle a emporté complètement les bâtiments scolaires des écoles primaires conventionnées Luvungi 3, EP Buhaire et de l'institut Chiremba. L'ESPT enregistre la mort de 10 collaborateurs dont 3 enseignants de l'EP Nguliro et leur directeur, 3 enseignants de l'EP Mukowa, un enseignant de l'institut Kanyunyi, son épouse et leurs 3 enfants, 2 agents de la DINACOPE (ex-SECOPE) antenne de Nyabibwe et le directeur de l'EP Rubayiza ». Les épreuves hors-session de l'examen d'Etat 2023 auront bel et bien lieu ce lundi dans cette partie du pays.

Kasaï-Oriental : l'IGF accuse le gouvernement provincial d'avoir dépensé plus 13 millions USD sans aucun plan de décaissement. L'Inspection générale des finances indique qu'elle a découvert deux comptes bancaires ouverts, et non déclarés par la province alors que les transferts en provenance du pouvoir central y ont déjà été logés à hauteur d'un milliard deux cents millions de FC L'IGF note cependant que sur ces deux comptes, des dépenses d'un total de plus de trois cents millions de FC ont été effectuées en dehors de tout plan de décaissement et sans demande de régularisation introduite par les autorités provinciales. L'Inspection générale des finances a demandé le 3 mai à 6 banques de bloquer toute opération de sortie de fonds sur tous les comptes bancaires ouverts par le gouverneur de province et le gouvernement provincial du Kasaï-Oriental.

Tshopo : les activités scolaires suspendues à Isangi à cause des inondations. La cité d'Isangi est quasiment inondée. Pour se déplacer d'un lieu à un autre, il faut prendre une pirogue. Bien des villages sont également envahis par les eaux de la rivière Lomami. Une telle situation n'a jamais été vécue depuis 1997. La suspension des enseignements est motivée par le souci d'épargner les enfants surtout les tout petits écoliers de noyade. Cette mesure ne concerne pas les élèves finalistes qui attendent passer leurs examens préliminaires à partir du 8 mai.

Bujumbura : Huang Xia encourage un dialogue approfondi en vue d'un rapprochement entre Kinshasa et Kigali. L'Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies dans la région des Grands Lacs, s'est félicité des efforts réalisés par l'Union africaine et la communauté internationale pour accompagner les pays de la région des Grands Lacs dans la mise en œuvre de cet accord : « Les acteurs, ce sont les 13 pays signataires. Mais ce que je vois, ce que l'Union africaine et les autres institutions garantes ainsi que le reste de la communauté internationale ne relâchent aucun effort pour pousser, accompagner, appuyer les pays de la région des Grands lacs à approfondir cette confiance politique. Et dans le contexte actuel, c'est par le dialogue, par des échanges plus étroits, plus approfondis, et peut être plus discrets qu'on arriverait à mieux s'écouter, s'entendre pour trouver un terrain d'entente ». Il croit que la restauration de la confiance, son approfondissement, entre toutes les capitales sont nécessaires pour « rassurer une meilleure mise en œuvre de l'accord cadre, des engagements qui reviennent aux uns et aux autres, comme Kinshasa et Kigali, le respect de l'intégrité territoriale, la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autrui et après le renoncement définitif à l'appui à tout groupe armé ».

Sud-Kivu : suspension du trafic routier entre Bukavu et Uvira, depuis vendredi 5 mai, à la suite de la coupure de la RN5 à la hauteur du village Kitemesho. Selon des sources sur place, un dalot construit en cet

endroit s'est effondré par des eaux de pluies diluviennes qui s'abattent sur cette contrée. En dehors de Kitemesho, plusieurs autres têtes d'érosions menacent d'effondrer des ouvrages d'art entre Kamanyola et Uvira. Pour l'instant, les travaux d'urgence sont plus que nécessaires avant que le pire n'arrive.

Djugu : 18 morts à la suite de la malnutrition au site de déplacés de Savo, en avril dernier. Selon le Comité de ces déplacés, ces personnes se disent asphyxiées par les groupes armés qui limitent leur mobilité et les empêchent d'accéder à leurs champs. Estimés à plus de 25 000, ces déplacés ont également déploré la suspension, depuis environ une année, de l'aide alimentaire humanitaires, une situation qui accentue leur vulnérabilité.

Venus d'Opienge, 81 ex-miliciens Maï-Maï adhèrent au PDDRCS en Ituri. Ces ex-combattants venus pour certains avec leurs dépendants sont passés par les différents services de ce programme pour l'obtention de leurs cartes de démobilisation. Ils s'ajoutent à 90 autres issus des groupes armés Codeco et FPIC qui ont rejoint le site de Diango il y a environ un mois. Ce site de cantonnement dont la capacité d'accueil est de 1000 personnes accueille pour l'instant environ 170 ex-combattants. Ils ont reçu des matelas, couvertures et articles ménagers pour leur installation et reçoivent deux rations alimentaires par jour et de la bouillie au petit déjeuner chaque matin.

Dissertation : 30 412 candidats attendus à la province éducationnelle Nord-Kivu 2, répartis sur 84 centres. Parmi eux, 210 déplacés des territoires de Beni et Lubero. Ces candidats en situation difficile sont exemptés des frais des examens d'Etat et les gestionnaires de différentes écoles ont été instruits pour les récupérer sans condition.

Lundi 8 mai.

Félix Tshisekedi attendu ce mardi à Gaborone au Botswana. Le président congolais va visiter le siège de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), neuf mois après la prise de ses fonctions à la tête de cette organisation, réunissant les pays d'Afrique Australe. C'était à Kinshasa l'occasion du 42^e Sommet des chefs d'Etat de cette organisation sous régionale. Félix Tshisekedi avait reçu les attributs de pouvoir des mains de Dr Lazarus Chakwera, le président du Malawi. Dans son discours d'acceptation, le président Félix Tshisekedi avait pris l'engagement d'œuvrer pour que « l'intégration régionale soit une réalité vivante au sein de l'organisation ».

Début ce lundi des épreuves hors session de l'examen d'Etat. Le député national Ntumba Tshiabola Bintu demande au ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST) d'instruire tous les chefs d'établissements de donner à tous les élèves des macarons pour participer aux examens hors session, qu'ils aient déjà payés ou non les frais y afférant. Deux jours avant la passation de ces épreuves hors session, une centaine de finalistes du secondaire des différentes écoles de la ville de Butembo (Nord-Kivu) ont participé à une séance de motivation. L'objectif était de booster le moral de ces candidats à l'examen d'Etat. Les participants à cette activité ont été appelés au travail et à briser la peur afin de garantir leur réussite. Cette séance était aussi l'occasion de lutter contre les antivaleurs dans le contexte de passation de l'examen d'Etat. **Kinshasa : la 1^{ère} journée des épreuves hors session de l'examen d'Etat s'est bien passée (EPST).** L'inspecteur général de l'Enseignement primaire, secondaire et technique, a fait cette déclaration après une tournée qu'il a effectuée, dans des centres de la partie Est de Kinshasa. Il rassure aussi sur l'organisation d'une session spéciale pour les élèves du territoire Kalehe au Sud-Kivu et d'autres coins du pays qui ne peuvent pas prendre part à ces épreuves, en ce moment. Dans certaines parties de la province du Nord-Kivu et au Mai-Ndombe, l'insécurité ne permet pas l'organisation de ces épreuves. **Examen d'Etat hors session : 24 250 candidats recensés au Maniema.** Ils sont repartis dans 78 centres de passations dont 27 dans la ville de Kindu, chef-lieu de cette province. Le candidat le plus jeune à ces épreuves est âgé de 17 ans alors que le plus vieux est un autodidacte de 63 ans. **Nord-Kivu : déperdition de plus de 6 000 candidats à l'édition 2023 des épreuves hors session de l'examen d'Etat.** Ce qui constitue une baisse du taux de participation par rapport à l'année dernière. En effet, en 2022 la province comptait 22 000 candidats contre 16 000 cette année. Cette baisse est consécutive à la guerre du M23 qui affecte les territoires de Rutshuru, Masisi et Nyiragongo. Par ailleurs, quatre centres d'examens ont été délocalisés pour permettre aux élèves finalistes qui ont fui les zones des combats dans ces territoires de passer leurs épreuves. **Ituri : plusieurs centres d'examen d'Etat délocalisés à cause de l'insécurité.** Environ deux cents élèves finalistes du secondaire affectés par les récentes attaques des groupes armés dans les territoires de Djugu, Irumu, Mambasa et Mahagi (Ituri) ont passé, ce lundi 8 mai, les épreuves hors session de l'examen d'Etat dans des centres délocalisés de leurs milieux. Les autorités provinciales indiquent que toutes les dispositions sécuritaires sont prises pour assurer l'effectivité de ces épreuves qui ont débuté par la dissertation dans tous les 75 centres que compte la province de l'Ituri. **Examen d'Etat hors session : 56 070 candidats prennent part au**

Kongo-Central. Ces épreuves ont été lancées par le vice-gouverneur de province, à l'école Vuvu kieto de Matadi. De son côté, le directeur de la Division provinciale éducationnelle Kongo central 2, Jean a attribué l'augmentation du nombre de filles à la campagne de sensibilisation menée dans la communauté.

SADC : la crise en RDC au cœur du sommet de la troïka défense et sécurité en Namibie. Ce sommet réunit la troïka sécuritaire de la Communauté des états de l'Afrique australe (SADC). Elle comprend l'organe politique, défense et sécurité de la SADC ainsi que les deux pays contributeurs de troupes dans la brigade d'intervention de la Monusco. Ces assises réuniront aux côtés de Felix Tshisekedi, président en exercice de la SADC, ses homologues de la Namibie et de l'Angola, membres de l'organe de l'organe politique, défense et sécurité ainsi que ceux d'Afrique du Sud et de la Tanzanie, pays contributeurs des troupes de la Brigade d'intervention de la Monusco. Cette réunion devra aboutir à une déclaration allant dans le sens de jeter les fondements de la paix et de la stabilité en RDC, conformément à la mission de la troïka de la SADC. En outre, à la suite des conclusions du 42e sommet ordinaire des chefs d'État et des gouvernements de la SADC qui s'est tenu le 17 août 2022 à Kinshasa, les dirigeants de la région étudieront, au cours de cette rencontre de Windhoek, la possibilité de matérialiser leur solidarité à la RDC notamment dans la réactivation et le renforcement de la Brigade d'intervention afin de combattre le M23, comme ce fut le cas en 2013, précisent les mêmes sources. **Inondations à Kalehe : « Mes pensées de solidarité vont vers les familles des victimes » (Alice Mirimo).** La Directrice générale du Fonds national de promotion de service social (FNPS), a également présenté ses condoléances aux habitants de Nyamukubi, l'un des villages les plus touchés par cette catastrophe naturelle. Certains élèves de ce territoire sinistré n'ont pas pris part aux épreuves hors session de l'examen d'Etat. L'inspecteur général de l'EPST, a promis d'organiser une session spéciale pour les candidats de Kalehe et bien d'autres qui n'ont pas pu passer ces épreuves pour une raison donnée.

Kasai-Oriental : le gouvernement provincial surpris du gel de ses comptes bancaires par l'IGF alors que l'enquête est en cours (porte-parole). Selon le porte-parole du gouverneur, les deux comptes dont il est question ont été ouverts pour « une bonne cause ». Le compte dénommé « Solidarité Kasai » a été ouvert dans le cadre de l'assistance et du développement de la province. Tandis que le compte bancaire « AGRIPPEL » a été créé en 2022, avec l'accord de l'équipe de l'IGF en mission au Kasai-Oriental, dans le but d'appuyer la réserve stratégique débutée au mois d'août de la même année. Il renseigne qu'en date du 7 avril dernier, le ministre provincial en charge de l'agriculture a répondu à la correspondance de l'IGF relative à la programmation des dépenses sur les fonds logés au compte AGRIPPEL, en indiquant le caractère contraignant du calendrier agricole et l'urgence des dépenses à effectuer en tant que gestionnaire. Les 200 millions de FC évoqués ont été transférés de la banque centrale vers la BGFI Bank dans le compte AGRIPPEL avec l'accord de la présente équipe de mission de l'IGF selon le libellé. L'Inspection générale des finances (IGF) a reproché, le 5 mai, au gouvernement provincial du Kasai-Oriental d'avoir dépensé plus de 300 millions de FC sans aucun plan de décaissement.

Ituri : reprise de trafic sur l'axe Iga Barrière-Bambu, après près de 2 mois d'interruption. Cela grâce aux patrouilles motorisées qu'organisent les Fardc sur cette route en proie aux hommes armés. Le premier convoi, composé d'une dizaine de voitures et camions, transportant des passagers et diverses marchandises est arrivé au centre commercial de Kilo-Etat. Le coordonnateur de la société civile de Banyali-Kilo, a affirmé que l'arrivée de ce premier convoi a fait baisser les prix de certains biens dans ce coin du pays.

Inondations à Isangi : Mgr Madrapile appelle à l'aide en faveur des sinistrés. L'évêque du diocèse d'Isangi a appelé le gouvernement à apporter de l'aide alimentaire et non alimentaire aux sinistrés des inondations dues aux pluies qui se sont abattues sur cette partie du pays. En novembre dernier, plus de 45 villages du territoire d'Isangi se sont trouvés sous les eaux. Selon le coordonnateur territorial de la Nouvelle société civile congolaise, cette inondation avait fait plus de 14000 ménages sans abris, en aval du fleuve Congo.

Kongo-Central : 5 personnes mortes foudroyées à Lufu. Cet incident a eu lieu dans un hangar construit en plein air, où les 5 victimes, tous commerçants ambulants s'étaient abrités. Ces corps sans vie ont été acheminés à la morgue de l'hôpital IME de Kimpese après le constat d'un magistrat.

Mardi 9 mai.

La force de la SADC annoncée dans l'Est de la RDC. La force de la SADC va s'ajouter à celle de l'EAC ayant repris des zones auparavant occupées par le M23 mais n'a pas réussi à mettre fin à l'insurrection au Nord-Kivu. La date précise sur le déploiement de cette force régionale et le nombre de contingent n'ont pas été annoncés. La SADC a en outre recommandé que Kinshasa réunisse les conditions requises pour un sommet de coordination de tous les intervenants et tous les acteurs internationaux sur le terrain afin d'arriver à une action

efficace et harmonisée. Quel sera le mandat de ces troupes de la SADC ? Sera-t-il offensif ou pas ? Cette question a été posée au ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement lors de son briefing hebdomadaire.

Tanganyika : la gouverneure Julie Ngungua déchu par l'assemblée provinciale. Quatorze députés provinciaux présents à la plénière ont voté pour sa déchéance. Ils lui reprochent entre autres, le fait qu'elle n'a pas envoyé la somme de plus de 198 millions de FC (86,1 millions USD) destinés aux entités territoriales décentralisées le 19 octobre 2022. Aussi, le rapport d'exécution budgétaire de la Banque centrale du Congo renseigne qu'au 6 décembre 2022, le montant cumulé de l'ordre de 170 millions USD a été exécuté irrégulièrement au sujet des dépenses publiques au fonds secret de recherche. La gouverneure est accusée également de n'avoir pas renseigné les députés sur le crédit qu'elle a sollicité à la Rawbank de l'ordre de 10,5 millions USD.

Une centaine de creuseurs artisanaux ensevelis après un éboulement à Rubaya, précisément dans la mine de Songambebe, située à 3 km de Rubaya-Centre. Les efforts sont déployés pour retrouver les victimes, dont le nombre exact n'est pas encore connu. Lors de son point de presse hebdomadaire de ce lundi, le ministre de la Communication, a avancé le bilan provisoire de six morts, tout en promettant de plus amples détails ultérieurement.

A Uvira, « les gens ne savent pas que le mariage précoce est une infraction », déplore Me Christian Mwanza. Les violences sexuelles sont une réalité courante à Uvira (Sud-Kivu), indique cet avocat au barreau du Sud-Kivu et consultant responsable du volet juridique de l'ONG Umbrella. Parmi les causes de ces violences, il cite notamment l'ignorance et la pauvreté. Il commente ainsi les conclusions du tribunal de grande instance d'Uvira, qui a clôturé le weekend dernier ses audiences en chambre foraine à Baraka/Fizi. Au total, onze prévenus poursuivis pour meurtre et dix autres, pour viol d'enfants, ont été condamnés et soumis au paiement des dommages et intérêts aux victimes. Ces audiences ont été organisées dans le cadre du projet de prévention et réponse aux cas de violences sexuelles et basées sur le genre en RDC. L'ONG Umbrella accompagne ce projet.

Equateur : 14.344 finalistes passent les épreuves hors session à de l'Examen d'Etat. Ces épreuves vont se poursuivre jusqu'au 20 mai. Outre la dissertation au premier jour, les candidats vont ensuite passer les épreuves traditionnelles de chaque option le mardi 9 mai. Il y a aussi les épreuves orales de Français, qui vont se passer à tour de rôle durant quatre jours, avant de boucler la série par l'épreuve de pratique professionnelle durant toute la semaine du 15 au 20 mai. Le gouverneur de province a officiellement lancé les opérations et a exhorté les finalistes du secondaire à travailler dans la sérénité et à compter sur leurs propres efforts en vue de réussir.

Nord-Kivu : l'insécurité persistante a retardé la mise en œuvre du P-DDRCS (Tommy Tambwe). La résurgence de la rébellion du M23 est le principal facteur qui retarde l'opérationnalisation effective du Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (P-DDRCS). Selon le coordonnateur national de ce programme, Tommy Tambwe, les moyens pour démarrer la réinsertion étaient disponibles. Mais les zones de retour retenues dans le cadre du fonds de cohérence pour la stabilisation étaient les territoires de Masisi et Walikale, où il y avait l'insécurité. En attendant, il y a un plan de désarmement et démobilisation qui a été lancé, notamment dans le territoire de Lubero. Et il y a un site qui est déjà validé.

Kindu : la Croix-Rouge apporte des vivres et produits non alimentaires aux veuves et orphelins. La Croix-Rouge a célébré lundi 8 mai à Kindu (Maniema) la journée internationale dédiée à cette organisation. A cette occasion, elle s'est associée aux veuves et orphelins en leur offrant des vivres et autres produits non alimentaires.

Processus électoral en RDC : les confessions religieuses appellent les parties prenantes à laisser la CENI travailler en toute indépendance. La Ceni doit être reconnue comme une institution indépendante dont la souveraineté est reconnue par nos lois et la constitution. L'indépendance de la Ceni doit être à tous les niveaux, au regard de la communauté internationale, de la majorité au pouvoir et de la part de l'opposition, de la société civile et des confessions religieuses.

Beni : près de 80 orphelins du vih/Sida vivent sans assistance, soutient l'association « Uhodari ». L'association « Uhodari », qui encadre les orphelins du VIH/SIDA plaide pour un appui holistique du gouvernement et des organisations humanitaires, pour garantir une vie normale à ces orphelins. Selon le coordonnateur du Programme national de lutte contre le Sida (PNLS) au grand Nord-Kivu, « nous avons dénombré à peu près 10 321 personnes vivant avec le VIH, qui sont accompagnées dans nos 17 zones de santé. L'année 2022, nous avons perdu à peu près 128 personnes vivant avec le VIH. Ça veut dire que le nombre d'orphelins laissés par ces PVV s'accroît du jour au lendemain ».

Insécurité à Beni: le député Kiro Tsongo préconise des rencontres entre autorités, société civile et jeunes, pour envisager ensemble des solutions face à l'insécurité à Beni. Depuis quelques semaines, cette ville fait face au regain d'insécurité, avec des bandits à mains armées qui terrorisent la population. Les autorités devraient prendre toutes les dispositions pour sécuriser la ville et mettre tous ces bandits hors d'état de nuire. Il recommande l'organisation des bouclages dans les quartiers et la mise à contribution des autorités pour juguler cette insécurité.

Kisangani : le bilan du conflit communautaire entre Mbole et Lengola passe de 4 à près de 40 morts, dans la commune urbano-rurale de Lubunga à Kisangani. Plusieurs autres personnes sont portées disparues depuis le 6 avril dernier, date de la résurgence des hostilités. Présentement, plus de mille personnes ont trouvé refuge au bureau communal de Kisangani. Leur nombre augmente au jour le jour. « Ces femmes et ces enfants vivent dans des conditions très difficiles. Au niveau de l'Unicef, nous avons apporté des kits Wash, composés de bâches, de comprimés de purification d'eau, ainsi de suite » Cette assistance était destinée aux populations qui sont touchées par des inondations, « mais on va essayer de réorienter une partie de cet appui à ces personnes déplacées ».

Félix Tshisekedi entame une visite d'Etat de deux jours au Botswana. Le programme prévoit un tête-à-tête avec son homologue botswanais et l'organisation d'un forum économique entre les deux pays. Il est accompagné, entre autres, des experts impliqués dans la relance de la Minière de Bakwanga (MIBA). Il compte notamment s'inspirer du modèle économique du Botswana dans l'industrie du diamant. Aucun diamant brut n'est exporté du Botswana. Le pays dispose d'usines de transformation locale, grâce à un partenariat avec la minière Debeers.

Des commerçants du Kasai-Central accusent la SNCC de bloquer leurs marchandises à Likasi. Ils pointent du doigt cette entreprise de l'Etat, dénonçant "l'indifférence de la SNCC". L'un d'eux, affirme « nous vous informons que nous avons payé nos marchandises de Likasi pour Kananga. Nous avons 400 tonnes des fretins et des poissons salés et cela fait huit mois à une année et demie que nos marchandises traînent encore à Likasi. Si on demande à la société de transport SNCC pourquoi nos marchandises traînent jusqu'à ce moment, elle ne répond rien. Alors nous demandons au ministre de Transports de nous aider pour évacuer nos marchandises le plus vite possible parce que ça commence à se détériorer ». De son côté, la SNCC indique qu'elle fait face à de nombreuses difficultés dont le manque de locomotives et de wagons.

Uvira : les inondations de Kavimvira compliquent le trafic à la frontière congo-burundaise. La route menant vers la frontière congo-burundaise de Kavimvira dans le territoire d'Uvira est inondée d'eaux des marais et de la petite rivière Ruzizi. Pour franchir cette partie inondée, les voyageurs sont obligés de se déchausser et de traverser à pied jusqu'au poste de la DGM. De l'autre côté à Gatumba (Burundi), ils font face au même calvaire. La rivière a traversé la route bitumée pour se déverser dans le lac Tanganyika. La situation n'a pas changé à Kitemesho, depuis la rupture de la RN5 dans la plaine de la Ruzizi.

Sondage BERCI : 58% des Congolais interrogés soutiennent la mise en place du gouvernement Sama 2. Le sondage du Bureau d'études, de recherche et de consulting international (BERCI) a fait savoir, que 62% des Congolais sont d'avis que le gouvernement Sama 2 sera en mesure de faire face aux défis politiques, économiques, sécuritaires et diplomatiques. Pour la majorité des personnes interrogées, les priorités de l'actuel gouvernement devraient être la sécurité dans l'Est du pays, la consolidation de la gratuité de l'enseignement de base et le développement de 145 territoires de la RDC. Selon le sondage BERCI, les visites au pays de certaines personnalités mondiales dont Pape François, les deux anciens présidents français, François Hollande et Nicolas Sarkozy et l'actuel Emmanuel Macron a boosté la cote de popularité du chef de l'Etat Félix Tshisekedi.

Examen d'Etat hors session : la province éducationnelle Kwilu 1 connaît l'accroissement de 6,6% des candidats. L'inspecteur provincial principal de la province éducationnelle Kwilu 1, Jean Pierre Kasonga a noté, lundi 8 mai, 16. 400 candidats aux épreuves hors session de l'examen d'Etat, édition 2023, soit l'accroissement de 6,6% des candidats par rapport à la session passée. Sur plus de 16. 400 candidats inscrits à cette épreuve dans au moins 63 centres de passation d'examen, 7.391 filles seulement y prennent part, soit 44, 8 pourcents. Face à la faible participation remarquable des filles par rapport aux garçons, l'inspecteur provincial principal de la province éducationnelle Kwilu 1, en a appelé à l'implication de tous en vue d'une amélioration lors de prochaines éditions. **Examen d'Etat hors session : au Sud-Kivu, les inspecteurs interdits de chasser les candidats non en règle des frais.** Le ministre provincial de l'EPST/Sud-Kivu, a justifié sa décision par le souci de vouloir donner la chance à tous les élèves finalistes de passer ces épreuves sans être frustrés. Il s'est réjoui que le gros d'enfants aient déjà payé et a assuré que l'enveloppe susceptible de payer les chefs des centres et

d'autres intervenants était déjà là. **Examen d'Etat : la société civile déplore l'annexion des candidats de Banande-Kainama dans les centres de l'Ituri.** L'un des membres de cette structure, a fait savoir que les raisons sécuritaires ne se justifient plus pour contraindre ces élèves d'aller passer leurs examens loin de leur sous division de l'enseignement. « Nous ne sommes pas contents de voir chaque fois les finalistes de Kainama qui se trouvent à la sous division d'Oicha de présenter les examens en Ituri à Boga. La situation sécuritaire est sous contrôle » Il a ainsi sollicité l'implication des autorités provinciales pour que ces finalistes passent leurs examens dans la sous division d'Oicha, chef-lieu du territoire de Beni. Contacté, le chef de division provinciale de l'EPST du Nord Kivu 2, a justifié cette situation par des raisons sécuritaires et de proximité géographique.

Inondations à Kalehe : plus de 200 familles bénéficient de l'aide du gouvernement. Cette assistance est constituée notamment des sacs de riz, de farine, de haricot, de bidons d'huile, des cartons de savons et des pagnes pour les femmes ayant tout perdu. Ces ménages ont également reçu chacun la somme de 2 millions FC. L'hôpital général de Nyamukubi a reçu une somme de 25 millions FC pour lui permettre de prendre en charge des blessés. Le ministre des Affaires sociales, a en outre remis 34 millions FC pour l'achat de bâches devant servir à la construction des abris provisoires. Pour le bilan de la catastrophe de Kalehe, 411 corps ont été repêchés des décombres et enterrés pendant que les recherches se poursuivent encore.

Mercredi 10 mai.

Nord-Kivu : 674 victimes de violences sexuelles prises en charge, en 2 semaines (MSF). Selon Médecins sans frontières ces victimes sont recensées dans les sites des déplacés de, Lushagala, Kanyaruchinya, Bulengo, Eloime, Munigi et Rusayo, tous autour de Goma. « Près de 60% des victimes ont été agressées moins de 72 h avant de se présenter à MSF, illustrant l'urgence de la situation ». Le site de Rusayo, le plus peuplés de tous les sites des déplacés, situé à l'ouest de Goma, a enregistré à lui seul, 360 victimes des violences sexuelles. La quasi-totalité des victimes sont des femmes et la majorité d'entre elles ont déclaré avoir été agressées, lors de leurs déplacements, à la recherche de bois de chauffage et de nourriture. La moitié de victimes ont rapporté avoir été agressées par des hommes armés. Il est urgent d'améliorer les conditions de vie des personnes dans les sites de déplacés.

Assemblée nationale : la plénière juge recevable la proposition de loi sur la dot. Cette loi comble une lacune importante dans le système juridique congolais, en ce qu'elle fixe d'un bord, le montant limite de la dot et assure, de l'autre bord, la protection légale des héritiers et du conjoint survivant, après la mort de l'un d'eux. Après débat, l'Assemblée nationale a envoyé la loi en commission mais n'a pas retenu la disposition portant fixation de la dot à 500 dollars. La présidente de la Commission genre, justifie l'envoi en commission de cette proposition de loi : « Il y a beaucoup de choses à prendre dans cette proposition de loi, c'est pourquoi on l'a envoyée en commission. Mais, moi personnellement je suis contre le prix fixé de la dot.... sur le plan du bon sens, la femme n'a pas de prix, elle a une valeur. Et chacun donne la valeur à sa femme en rapport avec ses moyens ».

Nord-Kivu : le P-DDRCS mobilise les moyens pour lancer des projets de réinsertion. Pour le coordonnateur national, du Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation, la Monusco demeure un partenaire du gouvernement dans la mise en œuvre du P-DDRCS. Il regrette que, malgré une mobilisation accrue des organisations humanitaires, ces dernières semaines, les conditions de vie sur ces sites de déplacés continuent d'être désastreuses et les personnes qui y vivent manquent de tout.

Beni: le parlement des jeunes se réjouit de la réhabilitation de la route Eringeti-Kainama-Ituri, réhabilitée par le génie militaire congolais et ougandais. La route est longue d'environ 72 km. Elle relie le Nord-Kivu et l'Ituri en passant par la localité de Boga. Depuis sa réhabilitation, les voitures de transport en commun et les camions de marchandises circulent sans peine et elle facilite l'évacuation des produits agricoles.

Beni : psychose à Mangina à la suite de la présence signalée des ADF dans la zone. La société civile de la commune de Mangina plaide pour le lancement des opérations militaires contre ces rebelles qui tenteraient d'y ériger leur bastion et couper ainsi la circulation sur la RN 44 qui relie Mangina-Mambasa et Kisangani. « Si les opérations ne sont pas lancées par le secteur opérationnel, ça sera une calamité que nous allons vivre ».

Tshopo : « Les droits de l'homme représentent des valeurs dont la pratique doit être quotidienne. Ils doivent être transmis aux enfants notamment à la maison, à l'école et à l'église ». Le vice-gouverneur de la Tshopo, a fait cette recommandation à l'occasion du lancement des activités relatives à la célébration du 75e anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'homme, à Kisangani. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a rappelé la genèse de la déclaration universelle des droits de l'homme et a

précisé que les manifestations y afférentes sont ouvertes jusqu'à l'apothéose de cette célébration, le 10 décembre.

Kalehe : une semaine après les inondations, les rescapés toujours sous le choc. Chaque jour qui passe, des nouveaux corps sans vie sont découverts dans les décombres. Les rescapés qui ont tout perdu nécessitent une assistance holistique. Ils ont besoin de soutien matériel mais aussi psychologique. Un homme d'une trentaine d'années, témoigne : « C'était jeudi soir, la pluie a commencé et j'ai vu l'eau entrer dans la maison. Ma femme était au marché avec un enfant, j'ai pris les quatre autres enfants, je les ai mis au-dessus du lit. Mais comme la maison était en train d'inonder, j'ai mis un enfant sur mon dos, l'autre autour du cou, et deux autres par les mains. Comme je traversais la rivière inondée, un enfant que je tenais par la main a coulé. A un certain niveau, l'autre que je tenais par la main a été aussi emporté par les eaux. Celui qui était accroché au cou a paniqué quand il a vu les autres couler, il est aussi tombé et a disparu. En voulant traverser, celui qui était sur mon dos est parti également. Je me suis forcé pour arriver sur la colline sans enfants. Et je continuais à regarder combien de personnes coulaient dans l'eau en train de crier. J'ai appris par la suite que ma femme qui était au marché était aussi décédée.

Equateur : plus 700 cas de Monkey pox dont 58 décès enregistrés depuis janvier. Les 18 zones de santé sont touchées. L'épicentre de l'épidémie est à Bolomba, avec les zones de santé de Bikoro et Ingende. Mais, au regard de l'ampleur de la maladie, le docteur Mbula fait un plaidoyer auprès du gouvernement central pour l'implantation du programme de lutte contre le Monkey-Pox et l'envoi d'experts avec des médicaments. En guise de prévention, le ministre invite la population à éviter la consommation du gibier trouvé mort ou malade dans la forêt.

Kasai : 8 morts et plusieurs blessés dans un accident de route à Tshikapa. Un camion, en provenance de Kananga (Kasai-Central), s'est renversé à la hauteur de Kasala, en voulant secourir un autre bloqué dans les brouillards près de la rivière Lungudi. Le camion s'est renversé à cause du mauvais état de la route.

Kwango : arrestation du responsable d'une coopérative d'épargne et de crédit accusé de détournement à Kenge. Plusieurs victimes de cet acte de détournement saluent cette arrestation et n'attendent que le transfèrement du responsable de la coopérative d'épargne et de crédit « Grâce divine Luzingu » devant les instances judiciaires.

Nord-Kivu : 1 mort et du matériel militaire emporté, à la suite d'un accrochage entre les Fardc et les Mai-Mai à Tumbwe, un campement de pêche illicite du lac Édouard, entre les territoires de Lubero et de Beni (Nord-Kivu). Les éléments de la Force navale étaient en patrouille sur le lac Édouard. C'est à ce moment-là que ces marins ont aperçu des pirogues de pêcheurs clandestins au large de Tumbwe. A leur approche, ces pêcheurs ont réussi à se sauver sur la terre ferme, abandonnant leurs pirogues et tout leur contenu. Quelques minutes plus tard, ces pêcheurs sont revenus à la charge, accompagnés cette fois de Mai-Mai. Ces derniers ont directement ouvert le feu sur les marins, tuant sur le coup le conducteur de la pirogue motorisée de la Force navale. Les compagnons et d'autres membres de l'équipage ont réussi à se sauver, abandonnant la pirogue. Ces Mai-Mai venus en grand nombre, ont emporté la pirogue de la Force navale et l'arme du marin tué, mais aussi des pirogues des pêcheurs clandestins qui traînaient encore sur le lac.

L'ONG CADA appelle à la réforme de l'armée pour pacifier l'Est de la RDC. Le coordonnateur de l'ONG Congo action pour la diplomatie agissante réunissant les Congolais vivant aux USA, l'a dit dans une déclaration au lendemain de l'annonce du déploiement de la force de la SADC dans l'Est de la RDC. Il a estimé que la RDC n'a pas intérêt à compter sur la SADC, ni l'EAC pour pacifier sa partie orientale. Pour CADA, même la force de l'EAC, ayant échoué sa mission, n'a plus sa raison d'être sur le sol congolais.

Processus électoral en RDC : HRW alerte sur les pratiques discriminatoires. Dans un communiqué publié mardi en rapport avec l'opération d'enrôlement des électeurs dans la partie Est de la RDC, Human Rights Watch dit craindre « la discrimination et l'intimidation fondées sur l'appartenance ethnique, comme c'était le cas dans l'Est avec l'enrôlement des électeurs Banyamulenge ». A Goma, Uvira, Nyangezi, Bukavu, dans l'Est du Congo, « des groupes de jeunes ont menacé, tabassé les banyamulenge qui sont des tutsi congolais de la province du Sud-Kivu et leur ont refusé temporairement l'accès aux centres d'enrôlement en raison de leur ethnicité », rapporte le communiqué de HWR. Sa directrice Afrique précise que dans les cas répertoriés par HWR, les victimes ont plus été enrôlés après que la police est intervenue, soit immédiatement ou après quelques jours.

Lamuka s'oppose au déploiement de la force de la SADC dans l'Est du pays. A en croire le coordonnateur de Lamuka « on n'est jamais mieux défendu que par soi-même. L'arrivée de cette force de la SADC est une

manière de sous-estimer les éléments de l'ordre commis à la sécurité du pays ». Sa réaction intervient au lendemain de la décision de la SADC de déployer ses troupes dans l'Est de la RDC pour y rétablir la paix et la sécurité. Faisant d'une pierre deux coups, Lamuka a réitéré son appel aux forces vives du pays à prendre part à la marche de l'opposition du samedi 13 mai à Kinshasa pour soutenir les FARDC et exiger le départ des Rwandais du sol congolais.

Bandundu : 38 morts parmi les détenus de la prison centrale depuis janvier dernier. Selon la société civile, les mauvaises conditions carcérales sont à la base de cette situation. « Il y a un surpeuplement causé par les assaillants de Kwamouth venus en nombre important. La capacité de prise en charge de la prison est de 250 prisonniers, et aujourd'hui nous sommes à 456. La prise en charge pose problème, sur le plan nutritionnel, sur le plan hygiénique ». Un cri d'alarme est lancé à l'exécutif national pour que vite soient trouvées des solutions idoines.

Plaidoyer pour intégrer des cours de lutte contre la corruption dans le programme d'école primaire. L'Agence de prévention et de lutte contre la corruption (APLC) en collaboration avec le ministère de l'EPST, l'Unesco et l'ONUDC, forme les experts de l'EPST sur la problématique de lutte contre la Corruption. Les participants à ce forum de 4 jours réfléchissent sur le contenu des enseignements sur l'intégrité et la lutte contre la corruption à dispenser aux élèves de l'école primaire. « Le but est de former les formateurs notamment dans l'enseignement primaire sur l'éthique, l'intégrité et la lutte contre la corruption. Notre société est tellement gangrenée par la corruption que pour arriver à une solution nous devons commencer à la base ». Pour le représentant de l'Unesco « si on veut construire une société avec des valeurs, on doit commencer avec les enfants ».

Jean-Marc Châtaigner : « La RDC a les atouts de faire de son unité et de sa diversité une puissante force d'attraction ». L'ambassadeur de l'Union européenne en RDC, a affirmé « forte de son histoire partagée, de ses plus de 100 millions d'habitants, de ses 450 groupes ethniques, de ses 221 langues, de ses 26 provinces, la RDC a, j'en suis viscéralement convaincu, tous les atouts de faire de son unité et de sa diversité une puissante force d'attraction et d'influence en Afrique et au-delà dans le monde... La souveraineté, l'indépendance politique et l'intégrité territoriale de la RDC ne peuvent faire l'objet d'aucune discussion ou débat, encore moins souffrir la perspective d'un quelconque compromis ». Il a en outre salué le partenariat de confiance que les Congolais ont construit avec l'Europe depuis plus de 60 ans, dans des moments « parfois difficiles et complexes, mais sans jamais casser le fil de notre dialogue ». Ainsi, l'Union européenne a appelé les groupes armés qui écumant l'Est de la RDC à déposer immédiatement et sans condition les armes et à se démobiliser. Pour Jean-Marc Châtaigner, le M23 et toutes les parties concernées devront respecter les dispositions de la feuille de route de Luanda qui, selon lui, constitue le chemin de sortie de crise.

Jeudi 11 mai.

Cyril Ramaphosa appelle à la fin du conflit dans l'Est de la RDC. Le conflit dans la région Est de la RDC doit prendre fin et l'Afrique du Sud est prête à contribuer aux efforts visant à ramener la paix dans la région, a déclaré le président sud-africain. Il s'est ainsi exprimé lundi 8 mai en Namibie, à l'issue du Sommet extraordinaire de la Troïka de la SADC et des pays contributeurs de troupes de la Brigade d'intervention de la Monusco. « Nous condamnons les activités des groupes armés illégaux et leur demandons, ainsi qu'à leurs commanditaires, de cesser immédiatement leurs activités. La guerre dure depuis trop longtemps et nous sommes fermement convaincus que le peuple de la RDC mérite la paix et le développement... l'Afrique du Sud est prête à contribuer à l'élaboration d'instruments régionaux efficaces, qui pourraient aider à stabiliser la situation sécuritaire actuelle qui prévaut dans l'est de la RDC ». L'Afrique du Sud est l'un des pays contributeurs de troupes de la Brigade d'intervention de la Force de la Monusco, qui avait défait le M23 entre 2012 et 2013.

Kinshasa : l'armée assure la sécurité à Mongata et Menkao (Général Stasin Kizimu). Le commandant de la 14ième région militaire, a affirmé que les Fardc assurent désormais la sécurité dans le plateau de Bateke, situé à 100 km à l'est de Kinshasa. Le samedi 6 mai, des assaillants s'étaient infiltrés à Mongata et Menkao, révèle le commandant « et au niveau de Yosso, ils ont tué huit personnes et deux sont tombées à la suite de leurs blessures amenant le nombre de tués à dix. ». Les Fardc ont réagi jusqu'à neutraliser quelques assaillants dont leur chef de bande. A Menkao, les militaires sont aussitôt intervenus et « ils ont rétabli l'ordre » a-t-il assuré. « A Mbankana, des jeunes gens ont pris deux militaires qui sont allés soi-disant qu'il y avait des Mobondos qui se seraient cachés dans une des maisons. Finalement, quand les autres sont arrivés, ils ont tiré à bout portant. Ce sont des innocents qui ont succombé. Les coupables ont été arrêtés et seront jugés selon la loi ».

Assemblée nationale : approbation du rapport de la commission sur la loi organique de l'Ordre national des sagefemmes. Ce texte comptait 83 articles, dont 20 articles ont été adoptés sans amendements. 40 autres ont été amendés et 17 articles ont été supprimés et 4 autres fusionnés. L'Assemblée nationale voudrait professionnaliser le métier de sagefemmes : la profession de sagefemme a évolué de l'accouchement, de la profession auxiliaire, à la profession médicale et autonome à compétence définie à l'obstétrique physiologique et gynécologie préventive, a précisé le président de la commission Socio-culturelle de l'Assemblée nationale.

Catastrophe à Kalehe : le bilan passe de 412 à 438 morts, avec les 26 corps retrouvés le mercredi 10 mai. Le bilan revu a été annoncé par le porte-parole du gouvernement, qui appelle la société civile et l'ensemble de la population à un esprit de solidarité pour bien gérer les conséquences de ce drame. Pour lui, la faute ne revient pas au gouvernement car les catastrophes naturelles sont imprévisibles. **Le gouverneur de province appelle à la mobilisation des fonds en faveur des sinistrés.** Pour le gouverneur, quel que soit le niveau d'intervention du gouvernement central, les besoins de la population de Kalehe restent nombreux. Il interpelle et appelle « vous avez vu ce qui s'est passé ici, plus de quatre cents morts et des milliers de disparus. Et ce bilan n'est que provisoire. Où est la communauté internationale ? Il faut que les gens se mobilisent autour du gouvernement central, qui a pris ses responsabilités, et nous avons enchaîné au niveau du gouvernement provincial ». Enfin, le chef de l'exécutif provincial rend hommage au personnel soignant, aux médecins, aux secouristes, qui ont bravé le risque pour sauver des vies humaines, mais aussi, s'occuper et enterrer dignement et d'une façon sécurisée les victimes.

Le parti Ensemble pour la République réitère son exigence de l'audit externe du fichier électoral. « Nous devons être dans la rue le samedi pour dire non au processus électoral chaotique. Nous exigeons un édit externe du fichier électoral pour avoir un fichier crédible des élections ». Cet appel est lancé alors qu'une mission mixte d'experts nationaux et internationaux est attendue à la Commission électorale nationale indépendante du 15 au 20 mai pour interroger la banque des données de cette institution. L'appel à candidatures a été lancé et la réception des dossiers des experts se clôture ce jeudi 11 mai.

Le ministre des Hydrocarbures invite les pétroliers à participer à la campagne d'appel d'offres des blocs pétroliers et gaziers. Selon le communiqué diffusé par ce ministère le lundi 16 janvier dernier, trois sociétés avaient été sélectionnées pour exploiter trois blocs gaziers du Lac-Kivu : Bloc Makelele : Symbion Power & Red ; Bloc Lwandjofu : Alfajiri Energy Corporation ; Bloc Idjwi : Winds Exploration and Production, LLC. Les appels d'offres lancés personnellement par le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi, concernaient au total vingt-sept blocs pétroliers et trois gaziers du Lac. Ils sont repartis dans le Bassin côtier, le bassin de la cuvette centrale et les bassins de la branche ouest du Rift Est-Africain.

Ituri : reprise des activités économiques et scolaires dans quelques localités d'Irumu. C'est le cas dans la chefferie de Banyari Tchabi, à 140 km de Bunia. Ce retour des déplacés est le résultat des opérations conjointes Fardc-armée ougandaise. Ces personnes vivent dans des conditions difficiles faute d'assistance humanitaire.

Ituri : le gouverneur lance un appel aux détenteurs d'armes à Irumu. S'adressant à plus d'un millier de personnes, il a d'abord présenté ses condoléances aux habitants meurtris de Boga, à la suite des attaques qu'ils ont subies de la part des ADF. L'armée fera tout ce qui est à son pouvoir pour ramener la paix. Il a annoncé dans la foulée l'arrivée prochaine des troupes des Fardc pour renforcer l'effectif de ceux qui combattent aux côtés des forces ougandaises. Il exhorte la population de Boga au pardon et au dialogue avec les autres communautés, avant de les inviter à la tolérance au regard des atrocités que la chefferie de Boga a connues. Concernant le secteur de développement, il a annoncé la mise en œuvre d'une série de projets; parmi lesquels la construction des écoles, des structures sanitaires ainsi que la réhabilitation des routes, dont certaines sont en cours d'exécution.

Crise du maïs : Marie-Claire Mutanda de l'UDPS appelle le gouvernement à trouver une solution durable. Elle pense qu'il faut revitaliser l'agriculture au pays car la RDC a la capacité de se nourrir soi-même et de nourrir les autres pays. Elle regrette que certaines régions qui étaient des greniers agricoles ne le soient plus à ce jour. Elle appelle le gouvernement à mettre en place un plan stratégique clair et global de développement du secteur agricole.

Nord-Kivu: des ONG alertent sur le délabrement de la route Mbau-Kamango. Ces ONG appellent à la réhabilitation urgente de ce tronçon routier long d'environ 90 km et qui est une voie importante d'évacuation de plusieurs produits agricoles. L'absence de canalisations d'eaux aux abords de cette route est à la base de cette situation. Les pluies, qui s'abattent ces derniers temps dans la région, aggravent la dégradation de cette route entre Mbau et Kamango, devenue quasiment impraticable. Le cacao, la vanille et le bois sont des produits importants cultivés dans la chefferie des Walinga. Leur évacuation est faite à partir de la route Mbau-Kamango.

La Ceni lance l'appel à candidatures pour auditer le fichier électoral. « L'audit externe du fichier électoral est prévu par le calendrier électoral qui prévoit cet audit du 15 au 20 mai 2023. La Ceni a lancé l'appel à candidatures en vue de constituer une mission mixte composée d'experts nationaux et internationaux ». Cependant, certains observateurs électoraux ont soulevé des préoccupations quant au délai imparti à cet exercice, jugé trop court par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), selon sa lettre adressée au président de la Ceni. A la question de savoir s'il est possible d'auditer un fichier électoral de plus de 45 millions d'électeurs pendant six jours, le directeur de Communication de la Ceni réagit : « il n'y a pas un délai obligatoire ... c'est peut-être le mot audit qui pousse les gens à croire que ça doit prendre effectivement du temps, non. Il s'agit d'un ensemble des requêtes que les auditeurs vont devoir envoyer, interroger la base des données. Si l'OIF estime que dans les 6 jours elle ne sera pas en mesure de faire son travail, mais ce ne sera pas nécessairement le cas pour les autres ».

Beni : le maire accuse les prisonniers graciés d'être à la base de la montée de l'insécurité. Ces bénéficiaires de la grâce présidentielle sont les auteurs des vols à mains armées, a précisé le maire de Beni. Selon lui, la police reste déterminée à démanteler tous ces gangs et à les déférer devant la justice. Les services de police ont déjà mis la main sur quelques-uns. Ils les ont interrogés, et ces derniers ont commencé à citer leurs complices.

Préliminaires de l'Examen d'Etat en Ituri : les casques bleus assurent le transport des candidats de Bule à Fataki. Une centaine d'élèves finalistes du territoire de Djugu ont pu passer les épreuves préliminaires de l'Examen d'Etat (EXETAT) grâce au soutien des casques bleus de la Monusco. La société civile locale précise que ces derniers les ont transportés pour un aller-retour, tout en assurant leur sécurité, de Bule à Fataki, un axe où opèrent les groupes armés. La société civile se félicite en même temps de la collaboration entre la population locale et les casques bleus de la Monusco pour la protection des civils. Les Forces de la Monusco assurent la protection de plus de 80 000 déplacés dans différents sites, notamment de Djaiba, Gina, Bule dans le territoire de Djugu. **Examen d'Etat hors session/ Mai Ndombe : plusieurs centres non opérationnels à cause de l'instabilité.** Les centres de passation de ces épreuves n'ont pas fonctionné dans plusieurs villages victimes des attaques. Les infrastructures scolaires ont été vandalisées par les assaillants armés, qui opèrent dans cette partie de la RDC depuis près d'une année. Cette situation affecte plus les élèves des villages situés le long de la RN 17 et sur l'axe Masiambio-Kwamouth. La société civile, appelle le gouvernement à prendre des mesures appropriées.

La société PHC fête ses 112 ans de production d'huile de palme. Fondées en 1911, la société Plantations et Huileries du Congo (PHC) joue un rôle clé dans l'économie congolaise, en fournissant plus de 7 500 emplois dans les zones rurales du pays. Sous la direction de Monique Gieskes, la société PHC a réinventé son approche opérationnelle, en mettant l'accent sur la valeur des employés et en s'engageant à leur fournir des conditions de travail dignes. En 2022, la société PHC avait célébré la production de plus de 60 000 tonnes d'huile de palme, soit une augmentation de 35 % en deux ans. Conformément à sa vision de créer une prospérité partagée grâce à l'agrobusiness, cette entreprise a déjà construit 19 écoles et plus de 70 forages au profit des communautés locales des provinces de la Tshopo, de la Mongala et de l'Équateur où elle opère. La société fournit des soins médicaux de qualité à plus de 150 000 personnes grâce à ses installations médicales privées, dont 4 hôpitaux, 3 centres de santé et 18 dispensaires dans ces trois provinces du pays. Pour plus d'informations, www.phc-congo.com

Lomami : 1 mort et 4 blessés dans un éboulement à Mwene-Ditu, dans un chantier de l'Office de voirie et drainage. L'éboulement s'est produit pendant que des journaliers s'apprêtaient à couler les dalles d'un caniveau au bas fond du dit ravin. C'est alors qu'une motte de terre s'est affaissée et les a engloutis. Les cinq personnes ont été repêchées et conduites dans des centres hospitaliers de la place. L'une d'elles a succombé à ses blessures.

Sud-Kivu : la société civile encourage l'Etat à lutter contre la fraude minière et le blanchiment des capitaux au Sud-Kivu. Son coordinateur cite l'exemple du Sud-Kivu qui a publié, l'année antérieure, une production de 63 kg d'or pendant que le Rwanda, qui ne dispose d'aucun gisement aurifère, en a publié une tonne. Il a estimé qu'il est temps que la RDC puisse comprendre que ceux qui nous font la guerre tirent la grande partie de leur revenu de l'exploitation illégale, illicite de nos ressources minières en profitant bien évidemment de la naïveté, de l'antipatriotisme de certains de nos compatriotes qui acceptent de travailler pour les intérêts des pays étrangers à travers la mafia, à travers la contrebande.

Beni : des ouvriers du FSRDC réclament leurs salaires de deux mois. Des ouvriers du Fonds social de la RDC, qui entretiennent les rues et avenues dans la ville de Beni, affirment que selon les termes de leur contrat, ils doivent toucher leurs salaires après chaque période de 20 jours. De son côté, le Fonds social attribue ces arriérés au changement du mode de paiement passé de la paie manuelle à la paie mobile. Alors on a donné des

numéros Airtel et sur ces numéros ils sont payés actuellement. Il y avait un grand travail de conception de la base des données avec laquelle on pouvait renseigner le nombre de jours pendant lequel le bénéficiaire a travaillé. C'est ce qui nous a pris beaucoup de temps. Et actuellement c'est chose déjà faite ».

Uvira : manifestation contre la fermeture de la pêche sur le Lac Tanganyika. Près de 1000 personnes, parmi lesquelles des pêcheurs, des vendeuses de poissons du lac et autres consommateurs sont descendus, le 11 mai, dans les rues d'Uvira, pour s'opposer à la décision de fermeture de la pêche sur le Lac Tanganyika. Cette décision portant fermeture pendant 3 mois de la pêche à partir du 15 mai et prise sans aucune mesure d'accompagnement pour la survie des pêcheurs en cette période de la fermeture. La fermeture de la pêche dans les quatre pays riverains est l'une parmi tant d'autres mesures prises dans le cadre du projet Lac Tanganyika Fisheries management projet. Ce projet financé à 100 % par l'Union européenne et mise en œuvre par la FAO et l'Autorité du Lac Tanganyika, a pour objectif de favoriser une croissance économique équitable en promouvant une pêche durable au lac Tanganyika. La fermeture de la pêche permettra au lac Tanganyika de se reposer un peu et aux poissons de se reproduire, pour que la pêche redevienne rentable.

Nord-Kivu : les zones de santé de Lubero et de Mangurijipa manquent d'ambulances, pour les urgences. Ces deux zones de santé, avec plus de 400 000 habitants, éprouvent beaucoup de difficultés pour référer des cas urgents.

Goma : plus de 200 femmes déplacées bénéficient d'un service d'avortement sécurisé à Bulengo. Cette opération s'est faite pendant la campagne d'offre des soins de santé sexuelle et reproductive initiée par l'ONG IPAS RDC. Le point focal de l'ONG IPAS RDC, a indiqué que son organisation travaille pour que chaque femme ait le droit de disposer de son corps. Les bénéficiaires disent apprécier ces services qui, selon elles, ont été nécessaires, surtout pour les femmes ayant été rendues grosse à la suite des actes de viol.

Kindu : les commerçants dont les marchandises sont bloquées à la SNCC menacent de fermer leurs magasins, d'ici deux semaines, si leurs marchandises ne sont toujours pas acheminées à Kindu, chef-lieu de la province. Ces commerçants se disent consternés par l'abandon de leurs marchandises par la SNCC dans la province de Tanganyika. Cette situation impacte aussi sur l'approvisionnement non seulement des marchés mais aussi des chantiers de construction des projets du Programme de développement local de 145 territoires (PDL 145 T).

Vendredi 12 mai.

Bruno Lemarquis mobilise en faveur des populations du Nord-Kivu et de l'Ituri. Le représentant spécial-adjoint du secrétaire général de l'ONU en RDC et coordonnateur de l'action humanitaire, a fait cet appel à l'issue d'une mission de deux jours à Goma avec des ambassadeurs des plusieurs pays ainsi que des chefs d'agence des organisations humanitaires. « Il faut une réponse humanitaire encore plus robuste, encore plus coordonnée, encore plus efficace parce que la quantité de besoins a vraiment augmenté de manière exponentielle au cours des 12 derniers mois dans la province du Nord-Kivu, que ce soit Rutshuru, Nyiragongo, Masisi et aussi Lubero, donc une explosion des besoins depuis la résurgence du M23 avec plus d'un million de personnes qui ont été déplacées en un an ; je ne parle même pas de l'Ituri où vraiment la situation est extrêmement difficile ».

Mise en œuvre effective de 10 premières mesures urgentes d'assainissement du secteur aval pétrolier. Selon le ministre des Hydrocarbures, ces décisions rentrent dans le cadre de la poursuite du processus d'assainissement du secteur aval pétrolier en RDC. Ces dix mesures s'adressent entre autres aux entreprises de transport des produits pétroliers, aux conducteurs, aux passagers ainsi qu'aux opérateurs économiques évoluant dans ce secteur. **Aux entreprises de transport,** le ministre interdit le transport des produits pétroliers dans les camions citernes sans aucune indication ou mention visible du nom de l'établissement tel que repris sur le permis, ou autorisation de transport et stockage valide desdits produits ainsi que sur l'assurance automobile valide. Les entreprises de transport et stockage et d'importations et de commercialisation des produits pétroliers, sont aussi obligés de procéder à la transmission mensuelle auprès de l'administration centrale et des divisions provinciales des hydrocarbures, des statistiques des volumes des produits manipulés. **Aux conducteurs des véhicules,** il est interdit de transporter des bidons ou fûts sur le toit, ou placés dans un container, dans le coffre ou bac arrière de véhicules destinés au transport des personnes et des biens autres que le carburant. **Tout opérateur économique** s'approvisionnant en produits pétroliers en Angola, se doit de canaliser la totalité de son volume vers les installations de la Société Kintuala Terminal de Boma, dans la province du Kongo-Central, afin de procéder à l'analyse qualitative desdits produits en collaboration avec l'OCC, en conformité aux spécifications admises en RDC, et au marquage moléculaire desdits produits par la Société Authentix.

Journée internationale des infirmières : l'ONIC appelle la communauté à valoriser cette profession. Le président l'Ordre national des infirmiers du Congo, a déclaré « par ce thème, on veut démontrer que si nous infirmiers, population et gouvernement, voulons avoir des soins de santé dans l'avenir, il faut investir aujourd'hui ». Il révèle que la profession infirmière rencontre beaucoup de difficultés : « Depuis 1960, on a créé des écoles infirmières mais, on n'a pas créé les hôpitaux de l'Etat. Il y a plus de gens formés mais il y a trop peu des lieux de travail. Là où il y a le lieu de travail, l'équipement, le plus élémentaire fait défaut. Il y a des hôpitaux qui ont des lits mais qui n'ont pas de matelas encore moins de draps. D'autres n'ont pas d'eaux, etc... »

Haut-Lomami : déchéance du bureau de l'assemblée provinciale pour incompétence. Il est reproché au bureau notamment la mauvaise gestion, l'incompétence, l'immixtion dans la gestion de l'exécutif et la non-présentation à temps du rapport de gestion de l'assemblée provinciale. Considérant la tension et l'agitation au sein des députés au moment de cette plénière, le président du bureau a suspendu la plénière et s'est retiré accompagné de tous les membres du bureau. Les députés ont considéré cet acte comme un manque de respect à leur endroit, car d'après le règlement intérieur, la plénière de l'assemblée est l'organe suprême. C'est sur le champ, que les élus du Haut-Lomami sont passés au vote qui a décidé de la déchéance de ce bureau par 17 voix sur 18.

Kalemie : confusion à l'assemblée provinciale du Tanganyika. Trois membres du bureau estiment que leurs deux autres collègues visés par une pétition n'engagent plus l'assemblée provinciale. En revanche, ces derniers eux, jugent que le fait d'être ciblés par une pétition ne les déchoit pas de leurs prérogatives.

Retrait de la Force de l'EAC: Constant Mutamba salue la décision du chef de l'Etat. La Dynamique progressiste Républicaine a salué, la décision du chef de l'Etat annonçant « la possibilité du retrait bien que tardif de la Force de l'EAC de la RDC en juin de cette année ». Concernant le processus électoral, le président de la DYPRO demande à la Ceni de se référer aux missions d'observation électorale interne, en l'occurrence la CENCO, l'ECC, l'AETA et bien d'autres, pour auditer le fichier électoral.

Massacres de Kishishe : un notable dénonce les preneurs d'images qui exposent les témoins aux représailles du M23. Le fonctionnaire délégué adjoint du gouverneur à Bambo, s'insurge contre des personnes qui prennent des photos et des vidéos macabres dans ce milieu et les publient sur les réseaux sociaux. Il estime que ces actes sont susceptibles d'impacter négativement sur les enquêtes futures concernant les massacres des civils à Kishishe et Bambo, où les rebelles du M23 ont massacré la population entre le 29 et le 30 novembre 2022. Ces personnes cherchent des témoins de ces événements afin qu'ils prennent des images et vidéos des fosses communes qu'ils publient ensuite sur les réseaux sociaux, exposant ainsi ces témoins aux représailles du M23.

Kinshasa : l'OIM remet des bâtiments et des engins roulants à la police nationale, au bénéfice du commissariat et deux sous-commissariat de police de Kimbanseke 2. Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'amélioration de l'environnement de travail d'une police de proximité, relevant de la vision nationale de la réforme de la PNC. Il est l'œuvre de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et ses partenaires notamment le gouvernement japonais à travers l'Agence internationale de coopération japonaise (JICA).

Kinshasa : la Société civile Forces Vives condamne les poursuites contre Me Stéphane Kamundala, par l'Agence nationale de Renseignements. L'interpellation de Me Kamundala est intervenue après l'organisation de la journée ville morte à Kindu pour protester contre le cantonnement annoncé des démobilisés du M23 dans la province du Maniema. La Société civile forces vives sollicite l'implication du gouverneur de cette province pour que le coordonnateur de cette structure citoyenne du Maniema recouvre sa liberté.

Haut-Katanga : grogne des agents de la compagnie minière de Kambove. Les agents de cette entreprise «veulent des élections parce que, ça fait déjà six ans, qu'on a ATAC et OTUC comme maisons syndicales qui nous représentent et durant toutes ces années, ces syndicats n'ont pas plaidé pour l'amélioration des conditions des travailleurs. La Comika existe depuis huit ans. Elle emploie plus de 1740 agents. Elle produit le cuivre et le cobalt.

Ituri : la population du sud d'Irumu sollicite le redéploiement de la Monusco, jusqu'à la stabilisation des entités de leur région encore en proie aux violences communautaires dues aux groupes armés. Il s'agit des chefferies de Walendu Bindi, Bahema Boga et Banyari Tchabi. Ces chefferies enregistrent régulièrement des meurtres, viols et des pillages perpétrés par les groupes armés. « Nous avons demandé à la Monusco de former surtout les jeunes. Une fois que ces jeunes sont formés, ils auront des occupations au sein de la communauté.

Quelqu'un qui a déjà appris un métier ne peut pas se donner à des actes de vandalisme ». Le président de la communauté Nyali a, pour sa part, plaidé pour la réalisation de projets communautaires qui vont inciter de nombreux jeunes ayant fui l'activisme des rebelles ADF de regagner leurs villages.

Uvira : des pêcheurs sensibilisés au respect de la fermeture temporaire du lac Tanganyika. Les pêcheurs de Kilomoni, du territoire d'Uvira (Sud-Kivu), ceux de Moliro du territoire de Moba, (Tanganyika) sont sensibilisés, depuis le 11 mai, au strict respect de la fermeture temporaire du lac Tanganyika. La sensibilisation de ces pêcheurs est menée par le superviseur national Centre-Nord pour le projet Latafima, qui a souligné que la fermeture temporaire du lac vise le repos biologique pour la reconstitution du stock halieutique du lac Tanganyika. Il a aussi donné des détails concernant la surveillance dans les eaux du lac pendant la période de la fermeture de la pêche.

Kinshasa : les étudiants de l'ISIPA prônent l'entrepreneuriat pour créer les emplois des jeunes en RDC. Les étudiants de l'Institut supérieur d'informatique, programmation et analyse et leurs enseignants ont réfléchi sur des solutions face au chômage des jeunes dans leur secteur d'activité. Ces étudiants estiment que la solution pour leur auto prise en charge passe par l'entrepreneuriat. Toutefois, les idées sont là, mais le manque de financement constitue un frein à leurs ambitions, pensent certains étudiants. Pour les autorités académiques, l'ISIPA a été créé non pour générer des demandeurs d'emplois, mais plutôt des entrepreneurs, des créateurs d'emplois.

Kindu : le gouverneur Mangala sollicite l'intervention du gouvernement central pour réparer la voirie urbaine. La province n'a pas des recettes suffisantes pour mettre à disposition 1 246 000 USD exigé par le devis élaboré par l'Office de voirie et drainage pour réparer la route à l'endroit appelé "place Sonahydroc", où une grande partie de la voirie à laisser place à un ravin, depuis plusieurs semaines maintenant. D'où son appel au ministre national des travaux publics pour décaisser le financement.

Maniema : 7% seulement des infirmiers sont mécanisés (Syndicat). Le président du syndicat des infirmières et infirmiers de l'hôpital général de référence de Kindu, interpelle, dans une déclaration faite pour la circonstance, le gouvernement afin que ce dernier puisse prendre en charge cette catégorie du personnel médical. Il dit se référer au code universel du travail qui stipule que tout agent de l'État a le devoir de travailler, a droit aussi à son salaire.

Kinshasa : un notable d'Idiofa dénonce "l'enlèvement" d'une trentaine de jeunes filles par l'ANR. Porteparole du parti de l'opposition Nouvel Elan, il exige la libération sans conditions de ces jeunes filles qui vivent dans des conditions difficiles.

Kinshasa : l'opposition reporte sa marche au 20 mai. La marche pacifique des leaders de l'opposition prévue ce samedi 13 mai est reportée au samedi 20 mai, par ses initiateurs. Selon Delly Sesanga d'Envol, l'hôtel de ville n'a pas donné son feu vert et ne garantit pas la sécurité de cette manifestation.

Goma : une bande de criminels condamnée à la prison à vie. Parmi eux, se trouvent quatre militaires des Fardc et trois civils. Ils ont écopé collectivement de la détention à perpétuité et doivent également payer avec l'Etat congolais une somme estimée à 70 millions de dollars aux deux parties civiles. Ils ont été reconnus coupables d'association de malfaiteurs, meurtre, tentative de meurtre, vol à mains armées et recel des biens volés.

Samedi 13 mai.

Kwango: 4 morts après des affrontements entre assaillants armés et forces de l'ordre à Batshongo. Parmi les morts il y a trois hommes en uniforme et un civil. Le village Batshongo, situé dans le territoire de Kenge sur la route Kinshasa-Kenge, s'est pour l'instant vidé de toute sa population, qui est en débandade.

Les organisations syndicales appellent la population à dénoncer les actes de corruption, dans la société congolaise. Ils ont lancé cet appel au cours d'un atelier de formation et d'information sur la lutte contre la corruption, à Kinshasa. Elles ont soutenu que la corruption est l'un des fléaux qui privent l'Etat des moyens de sa politique. Les membres de ces organisations ont ainsi levé l'option de mener des campagnes porte-à-porte pour faire comprendre les conséquences de la corruption dans la marche du pays. Certains observateurs ont regretté que la corruption continue de faire son chemin et n'épargne, à ces jours, aucun secteur de la vie nationale.

Beni : la population de retour dans la chefferie de Bashu. La situation socio-économique reste alarmante dans ces entités où les retournés n'accèdent toujours pas à leurs champs dans la profondeur du Graben, à cause des

opérations militaires en cours. La faible production en nourriture provient des champs proches des villages ; mais les paysans manquent d'engrais et on trouve peu de terres arables. C'est la famine qui s'abat sur la population.

Kindu : lancement de 3 microprojets de lutte contre le réchauffement climatique. Le Collectif des femmes paysannes pour le développement, la solidarité féminine et la Maison de la femme du Maniema ont lancé, le 12 mai, trois micro-projets de lutte contre le réchauffement climatique. Ces microprojets vont s'exécuter dans la ville de Kindu et ses environs. Il s'agit notamment du projet de la production du biogaz domestique, la facilitation du transport des produits vivriers des centres de production vers ceux de consommation par l'utilisation des transports non polluants. Et enfin le projet d'appui au développement du marché local de cuisson propre.

Ituri : le PNUD forme une trentaine de femmes sur la recherche de la paix à Djugu. Le Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD) a lancé, le 11 mai à Bunia, un projet sur la promotion de la gouvernance sécuritaire inclusive et participative des femmes pour le développement du territoire de Djugu (Ituri). Cette approche vise à renforcer les capacités d'une trentaine de femmes dont la plupart sont affectées par les conflits armés qui persistent dans ce territoire. L'objectif est de les impliquer dans la recherche active des solutions durables aux problèmes sécuritaires de ce coin du pays. Pour la coordonnatrice du Forum des mamans de l'Ituri, les femmes ont des qualités et des atouts qui doivent être pris en compte pour résoudre le problème sécuritaire dont elles sont les premières victimes. Elles peuvent participer aux comités locaux de sécurité et de proximité.

Mbandaka : 108 cas de violences sexuelles enregistrés à Bongonde au premier semestre 2022. Les femmes leaders s'inquiètent de l'allure que prennent les violences sexuelles dans ce quartier Urbano-rural, situé à 30km du centre-ville de Mbandaka. Les victimes sont violées à longueur de journée dans des champs, ou pendant qu'elles se rendent à la source ou encore la nuit, au petit marché local. Parmi les victimes, il y a notamment des femmes autochtones pygmées. Les femmes leaders dénoncent également les intimidations des autorités locales envers les victimes qui osent dénoncer leurs bourreaux. C'est la raison du plaidoyer que la présidente de la Commission violence sexuelle basée sur le genre et ses collègues ont mené auprès de l'autorité urbaine. Elle a également dénoncé le phénomène appelé « Staffs ». Ces staffs, après avoir consommé des boissons alcooliques, profèrent des insanités, injurient des femmes. Ce qui a fait que les femmes se sont senties humiliées.

Félix Tshisekedi écarte l'option du retrait de la RDC de l'EAC. Il a expliqué que l'adhésion de la RDC à cette organisation sous régionale était la réponse à la demande pressante des Congolais vivant dans la partie Est du pays, où s'exercent d'intenses activités commerciales. La RDC a adhéré de bonne foi à l'EAC pour faciliter le commerce transfrontalier et faire bénéficier aux Congolais les avantages de la libre circulation des biens et personnes au sein de l'espace. « L'actuelle agression de notre pays par le Rwanda est une situation conjoncturelle, créée par les dignitaires du régime actuellement au pouvoir dans ce pays », a affirmé le chef de l'Etat congolais.

Inondations à Kalehe : Bruno Lemarquis décide d'allouer 3 millions USD, du Fonds humanitaire pour renforcer les opérations d'accès à l'eau, aux services d'hygiène, à la santé, aux abris ainsi qu'aux articles ménagers, à Kalehe. Selon le coordonnateur humanitaire en RDC, ces fonds devront également servir à la sécuritaire alimentaire et la protection de l'enfance des sinistrés. Le bilan des personnes décédées a fait 430 morts. **La Monusco et des agences de l'ONU apportent de l'aide aux sinistrés.** Cette assistance est constituée des sacs de haricot, de riz, de farine de maïs, de farine de manioc, de sucre, du lait en poudre, des bidons d'huile végétale, des cartons de savons ainsi que 50 pièces de pagnes. A cette occasion, la cheffe de bureau de la Monusco/Sud-Kivu, a exprimé la volonté de la mission onusienne de rétablir le trafic entre Bushushu et Nyamukubi, tronçon coupé à la suite des dégâts de la pluie diluvienne du 4 mai courant. L'Unicef, l'OMS, l'Ocha et d'autres organisations humanitaires sont présentes sur les lieux du drame de Kalehe. Le Programme alimentaire mondial, a livré 8 tonnes de biscuits à haute teneur énergétique pour couvrir les besoins d'une semaine des communautés affectées. Vendredi, le gouverneur du Sud-Kivu, a visité une quarantaine de survivants des inondations de Kalehe admis à l'Hôpital général de référence de Bukavu. Il s'est réjoui de constater la stabilité de leur état de santé après avoir subi les interventions chirurgicales. Un comité provincial de coordination est mis en place sous la coordination d'Ocha en collaboration avec le gouvernement provincial du Sud-Kivu, qui aura pour tâche de répondre aux urgences de la catastrophe de Kalehe, en identifiant et classant les états de besoins des sinistrés suivant l'ordre de priorité. Les recherches des disparus se poursuivent sur les deux sites de Bushushu et Nyamukubi.

Beni : la population démasque 2 rebelles ADF à Nzenga. « C'est la population qui l'avait appréhendé et l'a acheminé auprès des Fardc. Il a avoué appartenir à une communauté ougandaise et qu'il est ici depuis longtemps, il se déguisait en fou, alors qu'il n'est pas un fou. Après l'interpellation de la population, l'homme a avoué qu'on

l'a tabassé sérieusement jusqu'au point de vouloir mourir. N'eut été l'intervention des militaires, l'homme serait mort ». Le coordonnateur de la société civile a appelé la population à la vigilance et à dénoncer toute personne suspecte dans le milieu et a appelé l'armée à lancer des opérations afin de neutraliser les ADF.

Ituri : plus de 8 000 ménages des déplacés vivent difficilement à Boloma. Ces déplacés proviennent de plusieurs villages de la chefferie de Walese Vonkutu, où ils ont subi des attaques des rebelles ADF au cours desquelles six personnes sont mortes. Des sources locales rapportent que ces ménages n'arrivent pas à se nourrir. Certains se font recruter comme journaliers dans les champs des autochtones contre des rations alimentaires ou quelques fFC pour acheter quelques vivres. D'autres passent nuit à la belle étoile à cause de manque d'abris.

Sud-Kivu : 16 morts dans un accident de circulation à Bukavu, et quelques autres sont blessées. Un mini bus avec des passagers à bord a chuté dans un ravin de plus de 10 m de hauteur à quelques mètres du Lycée Wima.

Le ministre de l'Intérieur suspend les plénières de l'assemblée provinciale du Tanganyika et invite, tous les membres du bureau de l'assemblée provinciale de se rendre à Kinshasa pour consultation. Depuis la déchéance de la gouverneure du Tanganyika, les cinq membres du bureau de l'assemblée provinciale ne parlent plus un même langage. Et deux camps se livrent une bataille sans merci. Le premier camp est constitué du président de l'assemblée et du rapporteur adjoint. Le second comprend le vice-président, le rapporteur et le questeur. Dans cette confusion, chaque camp a initié une pétition en vue de la déchéance des membres du bureau de l'autre.

Est de la RDC: « Les troupes de l'EAC ont échoué », déclare Christophe Lutundula. Le ministre des Affaires étrangères, a par ailleurs annoncé l'arrivée de celles de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) en juin prochain, pour renforcer les Fardc à combattre les M23.

Dimanche 14 mai.

Kinshasa : situation sécuritaire tendue à Mongata, ont affirmé des autorités provinciales du Kwango. Une source digne de foi renseigne qu'après avoir tué vendredi soir un colonel des Fardc à proximité du péage dans la province du Kwango sur la RN1, les miliciens ont tenté d'investir Mongata (entrée de la ville de Kinshasa). Le président du cadre de concertation de la société civile du Kwango, appelle ainsi les autorités à mettre la main sur les auteurs de ces attaques. **Un couvre-feu instauré dans la province du Kwango,** à partir de 20h00 jusqu'à 6h00 du matin. Il va demeurer en vigueur jusqu'à ce que la situation soit totalement maîtrisée. « Il est lancé, vu l'urgence dans le Kwango ». Le porte-parole de l'exécutif provincial, annonce que Kinshasa a dépêché un renfort militaire pour rétablir l'ordre public et signale que la circulation, qui était coupée sur la RN1 depuis vendredi, a été rétablie. **Kwango : de nouveaux déplacés, fuyant la milice Mobondo, affluent dans la région de Kenge.** Ces nouveaux déplacés sont des habitants des villages Batshongo (Kwango), Mongata (Kinshasa) et autres qui ont fui les violences armées perpétrées dans cette contrée, vendredi et samedi, par des assaillants du groupe Mobondo. Ces déplacés vivent dans des conditions inhumaines.

Beni : la sécurité est rétablie depuis 3 mois dans la localité de Cantine. La localité de Cantine était touchée par des cas de vols à mains armées. Ce qui avait poussé les jeunes membres du comité local de protection, la protection civile et la société civile à mettre en place des mécanismes d'alerte précoce de tous les mouvements suspects dans cette agglomération à vocation commerciale. Ceci a eu pour effet l'arrestation de plusieurs bandits armés par les services de sécurité, car les alertes remontaient en temps réel auprès des services de sécurité. Les initiateurs de ce mécanisme d'alerte comptent l'étendre à d'autres entités où l'insécurité persiste toujours.

Catastrophe de Kalehe : le gouvernement et les humanitaires planifient une aide coordonnée. Le ministre des Affaires sociales, Actions humanitaires et Solidarité nationale, s'est entretenu, avec la communauté humanitaire et les agences spécialisées de l'ONU basées en RDC. Il leur a indiqué que le territoire de Kalehe a été déclaré par le gouvernement « territoire sinistré » et a fait savoir que cette catastrophe demande des mesures exceptionnelles. Pour sa part, le coordonnateur humanitaire de l'ONU en RDC, a évoqué la nécessité d'une bonne coordination de toutes les interventions sur terrain afin d'apporter une réponse efficace pour venir en aide d'une manière efficace aux milliers des sinistrés. L'organisation mondiale de la santé (OMS) et ses équipes d'urgence ont fourni, 7 tonnes d'intrants médicaux dont des kits de traumatologie et des kits contre le choléra ainsi qu'une assistance psychosociale vitale aux communautés dévastées par les inondations qui ont fait plus de 420 morts. **Kalehe : les sinistrés déplorent une distribution chaotique de l'aide humanitaire.** L'administrateur du territoire Kalehe, qui fait partie de ce comité, regrette que la proposition de confier la charge de la distribution de cette aide à une structure spécialisée n'ait pas été retenue. Il indique que la distribution se fait actuellement « d'une manière non ordonnée, et a pour conséquence qu'il y a des sinistrés qui se querelles, se battent ». Il a aussi déploré l'afflux de personnes non sinistrés sur le site de distribution. Il réitère la demande aux

sinistrés de se regrouper sur le nouveau site pour faciliter la distribution de cette aide qui leur est destiné. En effet, les survivants hésitent à quitter les lieux du sinistre pour rejoindre le site désigné par les autorités pour leur relocalisation. **Drame de Kalehe : une équipe de l'Unicef commence à apporter l'aide aux sinistrés.** Des milliers de personnes sont toujours portées disparues. Le choléra étant endémique dans la région, l'une des priorités de l'Unicef est d'améliorer les conditions de vie et d'assainissement afin de prévenir l'apparition de maladies diarrhéiques. Les réseaux de distribution d'eau ayant été totalement ou partiellement détruits, les communautés recueillent de l'eau non traitée du lac Kivu ; ce qui accroît considérablement le risque de maladie. L'Unicef a distribué des kits d'eau, d'assainissement et d'hygiène ainsi que des kits de prévention et de contrôle des infections à utiliser dans les établissements de santé, 100 kg de chlore pour les installations sanitaires et 12 tonnes de matériel supplémentaire comprenant des seaux, des jerrycans et des savons pour l'installation de points de chloration afin de s'assurer que la population a accès à de l'eau potable et propre. Cinq équipes de lutte contre le choléra ont été également déployées. L'Unicef a fourni du matériel médical et des médicaments aux zones de santé touchées et s'efforce également d'identifier et de réunir les enfants non accompagnés ou séparés de leur famille. L'Unicef et ses partenaires se préparent également à distribuer environ 4 000 kits d'articles non alimentaires aux ménages touchés.

Kinshasa : le gouverneur Ngobila confirme l'inauguration du marché central le 30 novembre 2023.. Il s'est dit satisfait de l'évolution des travaux de reconstruction de ce centre de négoce, fermé depuis le 20 janvier 2020. Toutes ses infrastructures avaient été rasées pour que de nouvelles soient construites, notamment « 10 chambres froides, des entrepôts, une zone tertiaire pour les banques.... L'ancien marché central disposait de 3500 places. L'actuel en construction en comptera plus de 8 mille ». Le gouverneur a annoncé que d'autres espaces de négoce seront construits dans les districts de Mont Amba, Tshangu et Lukunga.

Crise du maïs : le gouvernement décide de suspendre la parafiscalité pour accroître les importations. Le gouvernement a adopté, le 12 mai lors du conseil des ministres, plusieurs mesures urgentes proposées par le ministère de l'Economie nationale pour soulager les besoins urgents en approvisionnement en farine de maïs. Il a aussi adopté des mesures structurelles à prendre visant à améliorer la production locale et régler le problème dans la durée, selon le compte-rendu de ce conseil des ministres. Parmi ces mesures, figure la suspension pour une durée de 6 mois de tous les droits, taxes et redevances (parafiscalité) sur l'importation de maïs afin d'inciter les importateurs locaux à accroître leur volume d'importation. Le gouvernement a décidé également de la suspension des droits, taxes et redevances (parafiscalité) à l'importation des intrants et engins agricoles (taxe zéro) pour réduire les coûts de revient et soutenir la production locale. Les autres recommandations sont : l'accompagnement des importateurs locaux de la farine de maïs et du maïs en grain avec une commande symbolique pour accroître l'offre disponible et répondre dans l'immédiat à la demande urgente et pressante de cette denrée ; l'élaboration conjointe avec les fermiers d'un plan d'urgence d'accroissement de la production locale de maïs, assorti d'objectifs quantitatifs pour la prochaine saison agricole A ; la constitution des réserves stratégiques en produits de première nécessité pour prévenir l'apparition des crises de ce genre ; l'élaboration urgente du Plan de ramassage de la production de maïs dans les espaces Grand Katanga et Grand Kasai, avec la collaboration de la SNCC et des producteurs locaux ; l'accompagnement du Service national à travers le ministère de l'Agriculture, pour renforcer ses capacités de production et accroître sa productivité ; le renforcement de la surveillance du marché avec des outils d'alerte adéquats pour anticiper les éventuelles pénuries, décourager les pratiques des prix illicites.

Lomami : première plénière à l'assemblée provinciale depuis plus d'un mois. Les députés provinciaux de Lomami ont enfin adopté ce 13 mai le calendrier des matières pour la session ordinaire de mars. Cette plénière intervient un mois et demi après l'ouverture de la session ordinaire suivi de 3 plénières ratées par manque de quorum requis. Quinze députés provinciaux, sur les vingt-six que compte l'assemblée provinciale de Lomami, ont pris part à cette plénière contrairement aux plénières précédentes auxquelles sept députés étaient souvent présents.

Nord-Kivu : une nouvelle embuscade des ADF fait un mort et des blessés sur la route Beni-Kasindi. L'incident a eu lieu ce dimanche matin, quand une camionnette, transportant des marchandises en provenance de Kasindi pour Beni, est tombée dans une embuscade tendue par les ADF à Kalintumbu, groupement Basongora. C'est à ce même endroit que ces rebelles avaient blessé, samedi, deux civils et pillé les cheptels. Le bilan de l'incursion de ce dimanche, selon la société civile du secteur des Ruwenzori, fait état d'un mort. Il s'agit du chauffeur de cette camionnette, tué par balle, et deux blessés ainsi que la camionnette incendiée.

Le père Léonard Ndjadi nommé évêque auxiliaire de l'archidiocèse de Kisangani. Mgr Leonard Ndjadi Ndjate est né le 2 janvier 1976 à Yanonge. Il est entré dans la congrégation des missionnaires comboniens en 1995.

Après le noviciat à Kimwenza (Kinshasa), il a étudié la théologie à l'Institut Eugène de Mazenod à Kinshasa, où il décroche une licence en théologie spirituelle. Il poursuit ses études en théologie à l'Université grégorienne à Rome. Il a été ordonné prêtre le 13 août 2006 à Kisangani. Il a exercé plusieurs fonctions notamment comme curé de la paroisse Notre Dame de Fatima et conseiller provincial de la province des Comboniens à Bangui en RCA. De 2020 jusqu'à sa nomination, il est le supérieur provincial des Comboniens en RDC.

Beni : 45 présumés criminels arrêtés par la police à la suite des patrouilles et bouclages. Les uns, pris en flagrance, ont cité les autres que la police a pu ensuite arrêter. Parmi eux, on compte des présumés auteurs de meurtres et cambriolages. Ces présumés criminels ont été arrêtés dans la commune de Mulekera, d'autres dans le quartier Matonge et à Malepe ; des entités urbaines où les cas d'insécurité ont pris de l'ampleur ces derniers temps.

Kisangani : les inspecteurs de l'ESPT menacent de boycotter les épreuves pratiques de l'Examen d'Etat. Selon leur porte-parole, l'inspecteur principal provincial leur propose le même montant que celui qu'ils ont touché l'année dernière ; alors que le nombre d'élèves finalistes et les frais de participation ont augmenté sensiblement cette année : « Que l'on puisse payer un chef de centre 2.500.000 FC, un adjoint technique 2.300.000 FC (1000 USD) et un secrétaire 2.100.000 FCs. Si le comité provincial de l'EPST/Tshopo I ne prend pas en considération cette déclaration, il n'y aura pas d'organisation de pratique professionnelle ». L'inspecteur principal provincial, déclare « si lors de l'adoption du budget leur représentant avait émis le vœu de revenir sur le montant, le comité provincial aurait pu statuer en ce monde-là. Mais maintenant que le budget est en phase d'exécution, on ne peut plus faire marche arrière... » Alors que les inspecteurs tiennent mordicus à leur position, l'IPP les invite au respect de la procédure de revendication, tout en travaillant pendant que celle-ci poursuit son cours.

Lundi 15 mai.

Flambée de prix de la farine de maïs dans la province du Lualaba. Un sac de 25 kilos de la farine de maïs est passé de 30 à 80.000 FC en quelques mois à Kolwezi (Lualaba) alors qu'il n'y a pas rareté de ce produit de première nécessité. Ce prix n'est pas à la portée de toutes les bourses en cette partie du pays. Le gouvernement provincial du Lualaba a importé une quantité de sacs de maïs dont il vend le sac de 25 kilos à 45.000 FC. Face à cette situation et pour combattre cette spéculation des prix sur le marché, le gouvernement provincial a ouvert plusieurs points de vente dans toutes les deux communes de la ville de Kolwezi. D'où de longues files d'attente y sont observées.

Lualaba : les agents de la Ceni déplorent la ponction de 25 USD sur leurs salaires. Les agents temporaires de la CENI ayant travaillé lors de l'enrôlement des électeurs à Musumba, territoire de Kapanga (Lualaba), accusent le chef d'antenne local de la centrale électorale d'être à la base de cette rétention.

Beni : la marche du parti ECIDE étouffée par la police nationale. « Nous étions en train de manifester contre 3 choses : la vie chère que traverse la population tout entière de la RDC. Nous avons réclamé que le taux du dollar soit stable pour que la population se retrouve. Et nous étions en train de décrier l'insécurité qui persiste dans l'Est de la RDC malgré l'Etat de siège », a précisé le président fédéral du parti Engagement pour la citoyenneté et le développement, Concernant le processus électoral en cours, ce cadre de l'ECIDE a fait savoir que cette étape a connu un mauvais début. Il cite entre autres, la mauvaise qualité des cartes d'électeurs qui, selon lui, ne garantissent pas la tenue des élections dans le délai parce qu'il y en a qui s'effacent en deux semaines.

Tshopo : une accalmie observée à Lubunga après des accrochages interethniques, entre Lengola et Mbole, faisant plusieurs dizaines de morts. Le porte-parole du gouvernement provincial de la Tshopo, a indiqué « sur le plan sécuritaire, la police et l'armée ont été déployées sur le terrain afin de sécuriser la population et rétablir l'ordre public à Lubunga. Ce qui a permis d'appréhender quelques auteurs de barbarie qui, aujourd'hui, sont aux arrêts. Ils seront jugés publiquement et l'opinion saura les vraies causes de ce conflit ainsi que leurs commanditaires ». Un site d'accueil a été aménagé pour héberger les personnes ayant fui les tensions ethniques à Lubunga. Sur place, « le gouvernement provincial a assuré avoir doté chaque ménage de déplacé des matelas, des vivres ainsi que la prise en charge des blessés et quelques candidats à l'examen d'Etat en difficulté de paiement des frais de participation ». Par ailleurs, il a annoncé qu'un processus de résolution pacifique de ce conflit a été amorcé.

Valentin Mitendo satisfait du déroulement de la 37^{ème} édition du JOUCOTEJ. « Nous sommes fiers d'avoir réalisé cette 37^{ème} édition du festival les Journées congolaises de théâtre pour et par l'enfance et la jeunesse, qui a

été une réussite malgré les difficultés. 5 522 enfants ont participé à cette édition dont 3 016 filles, 33 écoles, 3 orphelinats ». Pour le directeur artistique de la Compagnie théâtre des intriguants (CTI) ce festival entend assurer la relève sur le plan théâtral en RDC, en formant des enfants à l'initiation théâtrale et autres. Placée sous le thème: « Théâtres, outil de sensibilisation aux objectifs de développement durables », cette édition a connu la participation d'une dizaine de troupes dont celles venues de Kwango. Des productions se sont déroulées du 2 au 6 mai au siège des Intriguants, au Centre Wallonie Bruxelles, au Centre culturel le Zoo ainsi que dans certaines écoles de Kinshasa.

Maniema : des femmes encouragées à participer aux institutions du pays. L'association des jeunes dénommée « Amitié Plus » l'a fait au cours d'une journée de réflexion organisée sous le thème : « Engagement et accession des femmes aux instances décisionnelles ». Deux autres thèmes ont été au centre de cet échange à savoir : « Femme, partenaire dans le changement au Congo et les Femmes faces aux enjeux politiques ».

Nord-Kivu : les députés provinciaux plaident pour l'organisation de l'enrôlement des électeurs de Masisi et Rutshuru. Ces députés provinciaux du Nord-Kivu, en congé technique à la suite de l'état de siège, se sont exprimés au cours d'une réunion politique tenue à Goma. Ils ont également déploré qu'un mois après la clôture des opérations d'enrôlement des électeurs, la Ceni n'ait annoncé aucun programme pour les territoires de Masisi et de Rutshuru.

Nord-Ubangi : hausse des prix des produits de première nécessité à Gbadolite. Cette surhausse concerne les produits manufacturés et vivriers. Les grossistes et autres revendeurs justifient cette hausse par la difficulté d'acheminer les produits à Gbadolite avec la hausse du prix des transports. Ceux-ci tiennent à compenser les multiples pannes et difficultés de leurs camions dues au délabrement avancé de la RN24 sur l'axe Businga-Gbadolite, principale voie d'approvisionnement de la ville en produits manufacturés. Au lieu de 24 heures, certains transporteurs parcourent ce tronçon de 135 km pendant 4, voire 5 jours. D'autres sources attribuent cette situation aux paysans qui ont abandonné leurs champs pour se ruer vers les activités du Fonds Social de la RDC (FSRDC) qui paie plus d'argent que la vente de leurs produits agricoles.

Boma : deux journées ville morte pour réclamer la relance des activités portuaires Hormis les écoles, plusieurs autres services étatiques et para étatiques n'ont pas ouvert leurs portes ce lundi dans ce coin du pays. A travers cette activité, cette structure citoyenne entend en outre réclamer l'application de l'arrêté du 23 janvier dernier, relatif à l'obligation de contrôle technique des véhicules au seul port de Boma. Selon son coordonnateur, toutes les dispositions allant dans le sens de relancer les activités portuaires que les autorités tant nationales que provinciales prennent, souffrent d'application.

Lomami : suspension de la taxe de marchandises transportées sur les vélos, par le maire de la ville de Mwene Ditu (Lomami). Le cycliste payait 5 000 FC à l'entrée de la ville pour les marchandises transportés sur son vélo. Tandis que les femmes vendeuses des légumes paient 200 FC d'étalage par jour.

Insécurité à Beni : la société civile et les groupes de pression décrètent 5 journées ville morte. La société civile affirme avoir recensé au moins 850 maisons cambriolées par des bandits armés depuis le début de cette année. Les cinq jours sans activité visent à « interpellier les autorités en charge de la sécurité afin qu'elles prennent leurs responsabilités ». Jusque ce lundi midi, une partie de la ville de Beni était calme avec une circulation timide de quelques engins roulants. Mais la partie Ouest, cependant, constituait un foyer de tension où les forces de l'ordre faisaient face aux manifestants. Les militaires sont venus en renfort à la police afin de chasser les manifestants et rétablir l'ordre à travers cette ville.

Beni : au moins 153 cas de vols armés recensés entre janvier et avril 2023. L'ONG Forum de paix attribue cette montée de l'insécurité à l'absence d'un cadre d'échanges entre les autorités locales et la population, mais également le manque de réunions régulières du comité urbain de sécurité. Pour faire face à cette situation, elle a recommandé au maire de Beni de réunir dans l'urgence les organisateurs des journées ville morte pour décider ensemble des stratégies pour sécuriser la ville.

Inondations de Kalehe : plaidoyer pour la réhabilitation de la route Bushushu-Nyamukubi. Dans cette catastrophe naturelle, les collines de Bushushu ont déversé des mottes de terre sur cet axe routier, empêchant tout passage même des piétons. La réouverture de cette route permettrait aux personnes de faire mouvements vers d'autres localités et ainsi trouver refuge dans des familles d'accueil. Mais aussi permettre le mouvement des humanitaires qui peuvent venir en aide aux sinistrés. L'autre défi de cette zone est la délocalisation des sinistrés pour ne pas les exposer aux diverses maladies. Après avoir repêché plus de 450 corps des décombres, reste la recherche d'autres corps et la prise en charge de quelques sinistrés ayant perdu les leurs et tous les biens.

Butembo : des élèves finalistes victimes d'intoxication en pleine session préliminaire d'Examen d'Etat. Le comité d'élèves de Butembo a adressé ce lundi une correspondance à l'IPP (Inspection principale provinciale), autorité chargée de l'inspection de l'enseignement dans la division de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST)/Nord-Kivu 2. Il affirme que les soins de ces élèves constituent une dépense de plus pour leurs parents, au regard du fait que ces élèves, supposés victimes d'intoxication lors des examens pratiques, étaient sous la pleine responsabilité des autorités scolaires. Après avoir goûté à une recette préparée pour le compte de la pratique de nutrition, de nombreux élèves se sont évanouis. Ils ont été acheminés à l'hôpital, où ils ont repris connaissance quelques heures plus tard, décrit la lettre. Vingt de ces enfants sont pris en charge au centre hospitalier de Mutiri. L'inspecteur principal provincial de l'EPST/Nord Kivu 2, qui est en mission à Beni, dit suivre de près la situation de ces élèves. Il promet de rencontrer leurs parents pour une solution consensuelle.

Tshopo: les préliminaires de l'Examen d'État perturbés par la grogne des inspecteurs. Ce lundi matin, les inspecteurs de l'EPST ont mis leur menace à exécution. Pendant que certains élèves continuaient encore à espérer, d'autres ont carrément regagné leurs domiciles dans une grande déception. « Les inspecteurs ne sont pas là. Nous attendons. Je suis déçu. On nous a dit aujourd'hui pas question de passer les examens, parce qu'on ne paie pas les inspecteurs... » Afin de tenter de dénouer cette crise, un face à face a eu lieu entre le comité provincial de l'EPST, le ministre provincial de tutelle, ainsi que le syndicat des inspecteurs. Un compromis a été trouvé affirme le président de ce syndicat : « D'ici avant l'évaluation de la session ordinaire, il fera participer notre représentation syndicale dans l'élaboration soit dans les discussions de l'application de cette nouvelle prime ... »

Kalemie : pas de fermeture du lac Tanganyika ce lundi 15 mai. D'après le gouverneur intérimaire de la province du Tanganyika, son gouvernement n'a pas encore pris des mesures d'accompagnement face à cette décision. Parmi ces mesures d'accompagnement, il faut outiller la force navale pour la surveillance du lac et empêcher toute pêche clandestine. En outre, le gouverneur intérimaire du Tanganyika précise que seule la gouverneure peut signer un arrêté provincial portant fermeture du lac Tanganyika. Etant intérimaire, il ne peut pas le faire. Pour le président des pêcheurs du Tanganyika, les membres ne sont pas prêts à respecter cette mesure.

